

le prolétaire

M 2414-382-4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant : VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

MAI 1985
22^e ANNEE

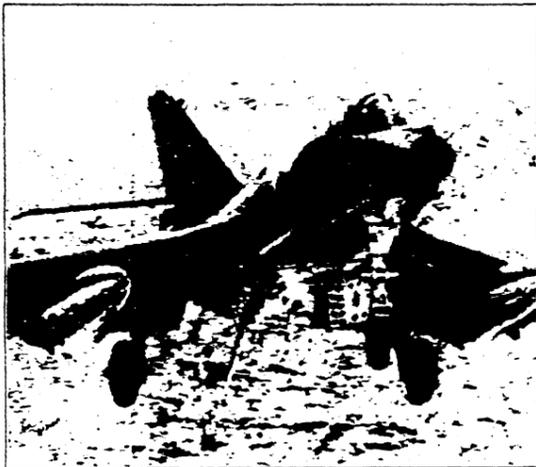
4 FF
2 FS

n° 382

IRAN-IRAK LE VAMPIRISME DE NOTRE IMPERIALISME

La sanglante boucherie réactionnaire que représente la guerre Iran-Irak dure depuis presque 5 ans. Elle s'est soldée par plus d'un million de morts sans compter les millions de blessés, de mutilés et d'estropiés à vie parmi les masses des deux pays. Ces dernières semaines le conflit a pris une dimension encore plus tragique pour les populations des deux pays qu'elles soient civiles ou enrôlées sous l'uniforme de 2 Etats également contre-révolutionnaires du point de vue prolétarien. D'abord en raison de l'initiative lancée par l'Etat iranien dans la région des marais de Howeiza afin de couper la route Baghdad-Bassorah qui revêt une grande importance stratégique pour l'Irak. Le résultat c'est qu'en quelques jours plusieurs dizaines de soldats irakiens et iraniens ont disparu dans une abjecte tuerie. Mais cette accélération du conflit a également durement touchée les populations civiles des villes d'Irak et d'Iran. L'Irak a bombardé Baghdad et d'autres villes irakiennes au moyen de missiles sol-sol tandis que l'aviation irakienne a bombardé Téhéran. A chaque fois, de part et d'autre des dizaines de personnes civiles sont tuées et des centaines durement blessées. Enfin l'Irak n'hésite pas à utiliser des armes chimiques particulièrement meurtrières. Comme le note l'hebdomadaire "Jeune-Afrique" du 10/4/85 : "outre l'ypérite (gaz moutarde) et le tabun (gaz de combat inventé par les nazis qui ne l'ont jamais utilisé), les irakiens se sont servis d'un "nouveau gaz à base de cyanure, provoquant une mort immédiate et contre lequel aucune protection n'est efficace".

Nous avons déjà analysé la fonction contre-révolutionnaire de cette guerre (cf. le Prolétaire n° 378) au moyen de laquelle deux Etats réactionnaires se servent de leur population sous l'uniforme comme de chair à canon et de leur population civile respectivement à la fois comme cible et comme otage, à coup de bombardements aussi sanglants qu'aveugles. Nous avons également indiqué que la seule perspective pour les masses des deux pays est nécessairement liée au défaitisme révolutionnaire qui passe par une lutte contre leur propre Etat. D'ailleurs malgré le silence des médias officiels, des informations parviennent malgré tout à filtrer sur les mouvements de résistance ouvrière à la guerre qui se développent en Irak (cf. le Prolétaire 380) mais aussi en Iran.



Le Super-Etendard équipé de missiles Exocet.

Ainsi dans ce pays, d'après certaines sources, au courant du mois de mars 85 et au début du mois d'avril 85 à Téhéran et dans d'autres villes d'Iran des manifestations regroupant plusieurs centaines de personnes se seraient déroulées contre la guerre. Ces mouvements de protestation seront inévitablement amenés à se développer; c'est ce qui explique les mesures prises par le régime irakien pour interdire aux familles ayant perdu un parent au front de porter le deuil officiel, ainsi que les déclarations de certains responsables du régime iranien (comme quoi les morts provoqués par cette guerre seraient "un crime contre l'islam") pour tenter de désamorcer la montée du mécontentement des masses. Pourtant les intérêts contradictoires des deux régimes réactionnaires tendent à poursuivre ainsi leur domination antiprolétarienne tandis que le rapport de force qui les oppose semble devoir rester encore indéfini pour un temps.

Cependant si la boucherie se prolonge ce n'est pas, comme voudrait le faire croire les médias des puissances impérialistes en raison d'un absurde fanatisme religieux. C'est bien parce que les puissances impérialistes y trouvent leur compte afin de transformer cette guerre en un point de fixation susceptible de préserver leurs influences contradictoires dans une région de première importance à tout égard. Plus, la guerre et sa terrible durée constituent un juteux marché fort rentable en même temps qu'un champ d'expérimentation pour les armements et les technologies les plus meurtrières. Il faut dire que parmi les vampires impérialistes, l'impérialisme français joue un rôle particulièrement abject.

Ainsi selon certaines estimations (cf "Jeune Afrique Plus" décembre 84) la guerre coûte au régime de Baghdad actuellement plus d'un milliard de dollars par mois. Entre janvier 1981 et septembre 84 l'Irak a commandé pour environ 15 milliards de \$ d'armement dont les 3/4 en France et en URSS. Déjà sous Giscard l'impérialisme français avait opté pour un soutien plus marqué à l'Etat irakien qui apparais-

sait comme plus solvable. Cette orientation fut confirmée et élargie avec Mitterrand.

D'abord par l'importance des investissements consentis à l'Irak ainsi que des crédits accordés. Dans le même temps la coopération militaire fut renforcée par le "prêt" de 5 avions Super-Etendard de la marine française et de missiles Exocet (ceux là même qui furent utilisés pour le bombardement de quartiers populaires de Téhéran causant de terribles ravages). Ainsi pour l'impérialisme français la boucherie réactionnaire favorise la constitution d'un véritable complexe militaro-industriel français. L'année 1985 s'annonce, comme le note l'hebdomadaire "Le Point" du 25/3/85, comme particulièrement "faste" pour les exportations d'armement français. "Avec un contrat de 50 milliards de francs en cours de discussion, l'Irak pourrait acheter à lui seul autant que tous les clients de la France confondus en 1984. Il s'agirait d'abord de Mirage 2000. On parle de 48 appareils "à 275 millions de francs pièce. Dans le même contrat, qui concerne en priorité l'armée de l'air, serait prévue également la livraison de missiles Exocet pour remplacer ceux que les aviateurs de Baghdad ont déjà tirés sur des pétroliers et quelques objectifs militaires dans le Golfe (on peut admirer l'ignoble et hypocrite pudeur du journaliste concernant leur utilisation "contre "quelques objectifs civils" NDR). Les irakiens attendent également de la France "des missiles Roland anti-aériens... L'enjeu est d'une telle importance pour les entreprises aéronautiques concernées que les industriels auraient exercé des pressions sur "le gouvernement français pour qu'il fasse "un geste" pour l'aspect financier du marché" (dixit "le Point").

Tout le monde aura aisément compris que pour ce qui concerne les "gestes humanitaires" il y a toujours la Croix Rouge qui peut intervenir après la vente des armes et après leur utilisation. Le journaliste du "Point" suggère même que le gé-

(Suite en page 6)

DEMAGOGIE DE L'ANTI-RACISME PUBLICITAIRE

Un nouveau produit idéologique est né. SOS Racisme vend des badges et une idée simple: "kouché pas à mon pote", pour "submerger la France de la haine et du racisme". Nous ferons simplement remarquer que les racistes ont aussi leurs potes. Par conséquent ce slogan passe-partout n'offre aucun intérêt particulier si ce n'est d'être le support d'une campagne pour la démocratie contre les extrémismes.

Imaginé par quelques étudiants de l'université de Villetaneuse (Seine St Denis), d'après "Le Monde" du 5/3/85, cette campagne pacifique de la main tendue ou protectrice veut s'inscrire dans le prolongement de la Marche de 83 et de Convergence 84. Parrainée par des écrivains et des artistes, soutenue par l'inévitable Delorme, cet anti-raciste professionnel, la campagne de SOS Racisme vise à constituer un "lobby" anti-raciste ("Libération" du 15/3/85) dont le combat ne serait pas, selon les vœux de ses organisateurs, au service d'une quelconque idéologie ou tendance politique. Formule classique maintenant du nouveau look contestataire. Parti de rien mais avec beaucoup d'ambition SOS Racisme annonce la parution d'un bulletin régulier, l'implantation de nouveaux réponders téléphoniques, la réunion de juristes pour former un "comité d'éthique" en vue de réformer la législation, et prévoit à l'automne prochain la tenue d'états généraux de la jeunesse pour une société pluri-ethnique. Pressée de se faire reconnaître comme nouveau partenaire social, l'association a tenu une confé-

rence de presse à l'hôtel Lutetia et soutenu un meeting contre le racisme organisé par l'Union des étudiants juifs de France le 19 et le 21 février à Paris auxquels étaient conviés dans l'un et l'autre cas des personnalités de tous bords. A ne vouloir servir aucune idéologie ou tendance politique, on finit par se mettre au service de toutes, les idéologies et tendances politiques officielles. La Marche de 83 avait vu la mobilisation de milliers de jeunes des cités pour protester contre la violence raciste qui avait fait de nombreuses victimes au cours de l'été 83, parmi lesquelles de très jeunes enfants. La manifestation en fin de marche qui rassembla cent mille personnes était susceptible de catalyser des énergies plus ou moins dispersées grâce aux contacts directs des groupes et individus qui ont participé à cette initiative. La perspective d'un regroupement national capable de rassembler et d'organiser une lutte anti-raciste en la dégageant de l'ornière du mouvement d'opinion où veulent la maintenir les adeptes de l'anti-racisme démocratique, style MRAP ou CIMADE, était et reste possible à condition d'intervenir activement dans le sens d'une coordination militante aux objectifs bien définis. Différents regroupements locaux ou régionaux ont effectivement eu lieu. De la manifestation de soutien aux ouvriers de chez Talbot aux Assises de Lyon en passant par Convergence 84, diverses tentatives aux formes et ob-

(Suite en page 2)

40 ANS APRES LA VICTOIRE ALLIEE POUR LA DEFAITE DU CAPITALISME MONDIAL

"L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat comprend clairement qu'à la situation de guerre a succédé, pour l'instant, une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de liaison des très grands Etats, qui ont désormais privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats mineurs et aussi beaucoup de ceux qu'on comptait auparavant parmi les "grandes puissances". Cette grande force politique mondiale exprime la tentative d'organiser sur un plan unitaire l'inevitable dictature de la bourgeoisie, en la dissimulant sous la formule d'"Organisation des Nations-Unies" et de "Conseil de sécurité". Elle équivaudrait, si elle atteignait son but, au plus grand triomphe des orientations qu'on appelait naguère le fascisme et que, selon la dialectique de l'histoire, les vaincus ont laissés en héritage aux vainqueurs.

"Cette perspective plus ou moins longue de gouvernement international totalitaire du capital est liée à la possibilité qui se présente aux structures économiques presque intactes des vainqueurs - en premier lieu les Etats-Unis - de réaliser pendant de longues années de profitables investissements et une accumulation capitaliste follement galopante dans des déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions de celle-ci ont fait retomber des plus hauts degrés du développement capitaliste à un niveau colonial.

"La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne peut réussir à avoir une vie définitive, parce que le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration de toutes les ressources et de toutes les activités humaines, avec l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira lui-même à de nouveaux conflits et à de nouvelles crises, à des affrontements entre les classes opposées et, au sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux affrontements impérialistes entre les grands colosses étatiques. Maintenant que la guerre est finie on ne peut toutefois pas prévoir que ce cycle complexe puisse se dérouler de façon très rapide (...)"(1).

Il y a 40 ans, au moment où nous écrivions ces lignes et celles que nous publions plus loin, la bourgeoisie mondiale et ses serviteurs réformistes célébraient la victoire de la Démocratie sur le Fascisme et promettaient au prolétariat l'avènement d'une ère de paix, de progrès social et de concorde entre les classes. L'énorme boom économique qui a suivi la guerre - et que nous annonçons dans ce texte - ne pouvait que renforcer la soumission et l'intégration des ouvriers dans le système bourgeois, soumission et intégration effectives dans tous les pays dès avant l'éclatement du conflit

soit par la violence fasciste, soit par la mystification des fronts populaires et des alliances démocratiques, et dans tous les cas par la victoire de la contre-révolution et l'abandon des orientations de classe du prolétariat.

Mais malgré l'absence politique du prolétariat, de gigantesques luttes ont secoué le monde; de l'Asie à l'Amérique Latine en passant par l'Afrique les luttes anti-coloniales ont mis en mouvement les deux tiers de l'humanité. Sans doute ces luttes n'ont-

(Suite en page 7)

DEMAGOGIE DE L'ANTI-RACISME PUBLICITAIRE

(Suite de la page 1)

jectifs divers expriment une volonté de poursuivre la lutte. Dans un précédent article ("Le Proletaire" n° 380) nous avons donné notre point de vue sur Convergence 84 en en soulignant les limites et les faiblesses, bien qu'au niveau du discours les convergents se démarquaient des organisations anti-racistes traditionnelles et critiquaient leur apathie. Si la Marche de 83 et Convergence 84 se soldent donc pour l'instant par des mobilisations sans lendemain cela est dû en grande partie à un manque de perspective capable de relier l'activité de différents groupes entre eux sur des objectifs de lutte déterminés. La revendication de l'égalité pour tous et de l'appel à agir est tout à fait insuffisant pour une activité anti-raciste un tant soit peu coordonnée et continue.

L'apparition de SOS Racisme concrétise une tendance présente dès la Marche de 83 dont l'objectif principal est de créer un mouvement d'opinion et de soutien à l'action du gouvernement de gauche dans le domaine de l'immigration. En effet, la formule de 83 a donné suite à un mouvement contradictoire, comme on l'a vu précédemment, qui n'apportait pas le résultat souhaité et risquait par ses turbulences de bouleverser les buts poursuivis initialement par des organisations du type CIMADE. La création de SOS Racisme vise en fait à monopoliser le terrain de l'anti-racisme pour empêcher toute action indépendante par rapport à l'orientation dominante et restituer aux professionnels du management social la place qui leur avait été plus ou moins contestée dans ce domaine. Un des reproches adressés aux convergents par les organisations traditionnelles de l'anti-racisme n'était-il pas qu'ils ne représentaient pas les jeunes des quartiers parce que, EUX, ils avaient réussi à s'en sortir ? D'autre part, il semble que le mouvement de récupération par l'appât de postes dans le secteur socio-culturel, proposition faite en fin de marche en 83, n'ait pas réussi à briser toutes les volontés et à les enfermer dans le piège de la contestation institutionnalisée de l'animation. La hantise de la récupération gauchiste s'inscrit dans ce phénomène de sponsoring de la lutte. Le processus s'apparente à celui de 83. Quelques étudiants se transforment en mouvement puis se structurent en association; par la magie du verbe, celle des médias, SOS Racisme devient la JEUNESSE tout court, symbole de la lutte contre le racisme. SOS Minguettes détrôné par le nouveau groupe perd sa première place au hit-parade et Delorme son inspirateur soutient en compagnie de quelques personnalités le nouveau tube de l'année 85, "Touche pas à mon pote".

Survient le crime raciste de Menton; tout ce beau monde descend dans la rue et fait sonner le tocsin. Entre les manifestations fraternelles qui coïncident justement avec les campagnes anti-Le Pen et les cours d'instruction civique proposés par SOS Racisme, on glisse lentement vers la lutte pour la démocratie contre le fascisme. Mais en quoi "l'union sacrée" de tous les français peut-elle empêcher les crimes racistes de se perpétuer, on ne nous l'explique pas ? Mobilisation des consciences, Solidarité, Fraternité, Amitié, autant de mots qui masquent l'inaction et l'impuissance; autant de discours pompeux qui paralysent la lutte et la mobilisation sur des questions bien concrètes comme les quotas, l'immigration familiale, les expulsions. Enfin pour combattre les meurtres racistes il faut bien autre chose que les discours sur les droits de l'homme et la "protection" de l'Etat. Seule l'auto-défense ouvrière, sous des formes adaptées à la lutte peut s'opposer aux menées fascistes de l'extrême-droite et de ses complices. Est-ce à dire que les crimes racistes cesseront dans ce cas ? Non. Mais la différence fondamentale qui existe avec les mobilisations pacifistes c'est que l'auto-défense est nécessairement le produit de l'organisation et de la mobilisation combative capable d'infliger à l'ennemi des pertes égales à celles produites par son action criminelle. Si cette méthode ne rend pas la vie aux victimes du racisme dont la liste s'allongera dans tous les cas comme le montre l'évolution de la situation depuis la marche de 83 sans parler des années précédentes, elle apprend aux victimes potentielles et à ceux qui veulent réellement combattre le racisme à riposter, à s'organiser, à augmenter leur force, à inspirer de la crainte à l'ennemi et à montrer le besoin de la lutte et de la solidarité, toutes choses que le paternalisme des professionnels de l'anti-racisme est incapable de donner à des éléments combattifs. Par ailleurs nous ne rejetons pas une manifestation pacifique pourvu qu'elle soit articulée avec une lutte réelle en cours et à des fins de propagande et de mobilisation. Les manifestations du 26 mars ne correspondent pas à une lutte réelle mais sont utilisées à des fins électorales et s'insèrent dans l'opposition droite/gauche d'un jeu politique où

les intérêts des prolétaires sont utilisés dans un sens contraire à une lutte réelle. Aziz Madak n'est qu'un pion pour la gauche officielle et la gerbe de Georgina Dufoix sur sa dépouille, une farce sinistre. De plus les manifestations du 26 mars sont non seulement pacifiques mais surtout pacifistes. C'est là leur caractère essentiel. Leur but fondamental est de forger les chaînes de la soumission à l'Etat et de paralyser toute action indépendante du cadre officiel qui tendrait à défendre les intérêts des prolétaires opprimés et exploités sans souci de la paix sociale et de l'harmonie entre les classes; car il est clair que toute riposte un peu énergique fait éclater l'unanimité de façade et l'hypocrisie de tous les faux amis de l'anti-racisme démocratique avec leur mentalité d'esclave fier de l'être et qui prêchent la non-violence par principe pour ceux qui en sont les premières victimes, reconnaissent la violence légitime de l'Etat démocratique et se révèlent incapables de s'opposer à celle des racistes.



SOS-Racisme, filiale de la gauche, pointe dans son action l'extrême-droite, mais garde le silence sur le racisme d'Etat. La répression sur les prolétaires de couleur s'exerce en toute légalité. La bourgeoisie lui en donne largement les moyens. P. Joxe vient d'annoncer une augmentation de 25% du budget de la police de l'air et des frontières, car pour la gauche finalement le meilleur moyen de lutte contre le racisme c'est de ne pas laisser entre les immigrés.

Pour "dénoncer une idée bête qui peut devenir dangereuse" il convient, paraît-il, de "porter cet insigne (touche pas..) non violent et fraternel en permanence" étant donné que c'est "sans doute plus commettant et courageux que de crier : le racisme ne passera pas, dans une manifestation comme autrefois et c'est surtout plus efficace" (dixit les jeunes de St Denis d'après "Le Monde" du 5/3/85). Si la bêtise peut devenir dangereuse il y a tout lieu de se méfier d'abord de ceux qui peuvent sortir de pareilles aneries. Indépendamment du fait, qui reste à expliquer, que flâner tranquillement avec un badge au revers de la veste est plus courageux que d'affronter les CRS casqués et bottés "comme autrefois", ce discours est révélateur du rejet de la lutte collective au profit d'une démarche individuelle et individualiste. L'expérience, et elle ne date pas d'aujourd'hui, montre que c'est le besoin matériel qui pousse les prolétaires opprimés et exploités à la résistance et à la lutte, et engendre du même coup la nécessité de l'organisation collective pour dépasser l'isolement et la faiblesse des individus. Les "jeunes" de SOS Racisme, encouragés et encadrés par des vieux renards de la politique, font découler la lutte de la prise de conscience individuelle qui se compromet pour lutter contre le racisme. Si dans cette conception, la manifestation où on crie : le racisme ne passera pas, est jugée arriérée et inefficace, son origine nous paraît encore plus lointaine parce qu'elle nous renvoie au matérialisme français du XVIII^e siècle qui affirmait que c'est "l'opinion qui gouverne le monde". D'où il découle pour les philosophes des Lumières la nécessité d'amender le régime politique pour modifier les mœurs et réciproquement; un "comité d'éthique sociale" avant l'heure, dont le rêve aujourd'hui n'est plus dévolu au "bon prince" mais plus prosaïquement à des juristes. Fulgurant progrès du modernisme universitaire ! Courage inouï de la bonne conscience qui se compromet ! Excusez du peu !

Les moyens mis en oeuvre sont à la hauteur des prétentions idéologiques. Finies les rencontres avec les jeunes des quartiers, la longue marche hivernale de clocher en clocher, la mobilisation, les meetings et les débats. Aujourd'hui le modernisme c'est "l'American way of life"; on est "in" ou on ne l'est pas. On fait dans le vedettariat, on fréquente les salons parisiens, on dialogue avec les personnalités, on installe des répondants téléphoniques, bref, on veut bâtir un puissant "lobby" anti-raciste.

LE RACISME EST UN SOUS-PRODUIT DU NATIONALISME.

Une "idée bête qui peut devenir dangereuse" ? Nous laisserons aux savants jeunes docteurs de l'université de Villeta-neuse et à leurs soutiens célèbres le soin d'expliquer aux dizaines de victimes du racisme et à leurs familles que le racisme "peut" devenir dangereux. Nous estimons pour notre part, avec notre sectarisme habituel, qu'il est déjà un danger permanent et que les travailleurs immigrés et leurs familles n'ont nul besoin de porter un badge ridicule pour être la cible des racistes.

Le racisme n'est pas une "idée bête" comme le clame SOS Racisme, "pour classes peu évoluées" selon C. Labbé (RPR), il est un fait matériel et donc un produit historique et politique qui s'appuie sur des conditions économiques et sociales bien précises. La notion de race est secondaire, même si l'apparence tend à démontrer le contraire. Si le racisme peut être une plante de toutes les époques et de tous les pays, il faut prendre garde à ne pas se laisser aveugler par des comparaisons superficielles et abstraites. Il n'est pas possible de tracer un trait d'union artificiel entre la traite des noirs, la chasse aux juifs, la haine anti-immigrée ou le terrorisme sioniste contre les palestiniens en les regroupant sous le même terme, le racisme. Au lieu d'expliquer, dans ce cas, les causes réelles de ces mouvements historiques on se borne à constater l'apparence des choses en créant du même coup une explication illusoire et inopérante. L'anti-racisme démocratique qui veut conjurer les luttes des classes et rêve d'une unité factice entre les hommes de bonne volonté ne peut qu'adopter ce point de vue et confier à l'éducation, à la loi, à la tolérance et à la compréhension mutuelle, le soin de régler les rapports sociaux. Il n'est par conséquent pas étonnant de voir converger les forces démocratiques et religieuses sur ce terrain dans la mesure où elles partagent la même illusion fondamentale : la foi en l'homme, en l'individu, au citoyen, en faisant abstraction des rapports sociaux qui les déterminent.

Pour combattre le racisme d'une manière non illusoire il faut au contraire connaître ses origines et les lois qui déterminent son évolution.

En France, le racisme s'affiche plus facilement sous sa forme anti-arabe. Il n'est qu'à lire les slogans racistes, écouter le Front National ou faire le bilan des victimes du racisme pour s'en rendre compte. Ceci n'élimine pas le rejet des autres communautés immigrées qui existe aussi sous des formes variables. Rappelons-nous l'assassinat récent des travailleurs turcs, les meurtres touchant les travailleurs noirs ou l'ostracisme vis-à-vis des portugais, italiens, espagnols, etc.

Les slogans "la France aux français" et "les français d'abord" illustrent parfaitement le lien qui existe entre le nationalisme et le racisme qui en constitue un sous-produit bestial. Ce lien historique n'est pas le fait du hasard. Les thèses modernes du racisme naissent dans le mouvement même qui voit l'Europe occidentale achever son cycle de révolutions nationales et développer une politique coloniale accélérée avec le partage du monde qui s'achève à la fin du XIX^e siècle. Les activistes des droites nationales du XX^e siècle n'auront qu'à reprendre les "travaux" du français Gobineau et développer des théories fumeuses à partir du travail scientifique de l'anglais Darwin sur "l'Origine des espèces". Mais la constitution d'un "impérialisme blanc", aboutissement naturel du développement capitaliste en Europe, sur le dos des "peuples de couleur", nous fournit la clé de l'évolution actuelle du racisme en France et de sa représentation politique, le Front National.

Les grandes crises des deux guerres mondiales ont consacré, par l'ampleur et la violence des contradictions sociales et étatiques, la fin du caractère progressiste du capitalisme en Europe du point de vue du développement des forces productives. Les résultats des rivalités internes entre impérialismes européens se traduisent par la montée des impérialismes américain et russe et des luttes de libération nationale dans le tiers-monde.

La perte de l'empire colonial, sous les coups des luttes indochinoise et algérienne, ne manquera pas de modeler le nationalisme français. Au chauvinisme anti-

Nous ne jouerons pas les puristes, scandalisés par le "one man show" de SOS Racisme mais nous voudrions mettre en relief les illusions mortelles et les erreurs pratiques que ce mouvement est en train de semer en propageant une mascarade démocratique qui va de pair avec la bouffonnerie anti-fasciste du PS. Toutes deux sont nuisibles pour l'avenir dans la mesure où elles peuvent capter des énergies saines pour les détourner de la lutte réelle.

allemand de la période 1871-1945, succédera un nationalisme coloré de colonialisme raciste notamment par rapport à la guerre d'Algérie, ce joyau de l'impérialisme français.

Ces crises majeures que constituent les guerres impérialistes et colonialistes entraînent à leur tour des transformations sociales et économiques à l'intérieur, suscitant des réactions contradictoires parmi les différentes couches et classes sociales qui composent la nation française. Le racisme anti-arabe en est justement un produit idéologique qui s'élargit pour toucher aujourd'hui de façon variable l'ensemble des travailleurs immigrés. Comme on le voit, le nationalisme, expression idéologique de la défense des intérêts de l'impérialisme français, est une constante qui évolue d'une part en fonction de son rôle et de sa situation dans les rapports de force internationaux et la division du travail qui en résulte, et d'autre part en fonction des réactions contradictoires internes que provoque l'évolution de la situation économique et de l'application d'une politique qui va de pair avec cette dernière.

De ce point de vue le racisme est un sous-produit du nationalisme en même temps qu'un de ses composants.

Ce qui nous importe de mettre en relief, c'est le fait que le racisme est inséparable de son terreau nationaliste et impérialiste. En pratique il est le nationalisme des éléments les moins évolués de la société et celui des demi-classes parasites, les couches moyennes, qui n'ont aucun rôle déterminant dans l'évolution économique et sociale du capitalisme, dans la mesure où leur sort dépend entièrement du rôle et de la position du capitalisme français sur le marché mondial. Ce point de vue peut paraître contradictoire avec l'existence d'un "racisme ouvrier". Les médias sont particulièrement avides de démontrer par des moyens plus ou moins honnêtes que le racisme touche toutes les classes, y compris la classe ouvrière, (voir le slogan "recul du PCF, montée de l'extrême-droite"); en conséquence de quoi il serait une idéologie qui échapperait à toute explication et classement rationnels. La réponse est simple pour qui veut sincèrement comprendre de quoi il retourne. Les intellectuels bourgeois, et spécialement les "marxistes" détraqués à la Bernard Henri-Lévy, restent prisonniers du concept de péché originel, obsédés qu'ils sont par l'individu, l'homme ou le citoyen. Et de chercher fébrilement la marque infamante du racisme sur tout ce qui bouge. Or l'idéologie raciste comme toutes les idéologies est un élément dynamique qui "se fout", en quelque sorte, des classements statiques de la sociologie. Au contraire, son rôle de mystification n'a de sens que si il réussit à concilier des individus aux intérêts opposés en donnant l'illusion d'un intérêt général commun. Il n'en reste pas moins que toute idéologie est l'expression d'un intérêt particulier de classe. Cette contradiction est insoluble seulement pour ceux qui fondent allègrement individu, classe et société. L'adhésion d'une couche ouvrière au racisme ne démontre rien d'autre que les intérêts d'une classe ne coïncident pas mécaniquement avec les individus qui en font partie. De cette vérité somme toute banale SOS Racisme tire la question : "qui est raciste et qui ne l'est pas ?". Etre ou ne pas être raciste là n'est pas la question. "Quels intérêts sert le racisme?", cette question là les anti-racistes patentés se gardent bien de la poser.

La réponse à cette question ferait ressortir l'identité des thèmes idéologiques (Liberté-Egalité-Fraternité) agités par les racistes et les anti-racistes démocrates, même si le contenu diverge dans l'un et l'autre cas, autour de la défense de la nation et de la République. Elle montrerait, de plus, la convergence contradictoire de tout ce beau monde autour des intérêts bien compris du capitalisme français confronté à la crise économique. Le racisme tue pour faire valoir son point de vue mais le gouvernement de gauche qui agite le spectre de l'extrême-droite et dénonce la droite, républicaine par intérêt et par souci de ses privilèges, organise le contrôle de l'immigration, légalise les centres de détention comme la prison d'Arcenc et en construit d'autres, soumet les foyers de travailleurs à la pression policière et se vante

même de faire mjeux que la droite pour les expulsions; enfin, c'est Fabius en personne qui reconnaît que Le Pen pose les vraies questions. On comprend dans ces conditions que la gauche au pouvoir ait besoin d'un sérieux coup de pouce pour masquer sa vé-

L'ANTI-RACISME DE SOS RACISME EST UN POISON IDEOLOGIQUE QUI PARALYSE LA LUTTE REELLE DES PROLETAIRES ET DONC DES TRAVAILLEURS IMMIGRES.

"Si chaque génération se pose la question de savoir comment combattre le racisme, chaque génération invente à son tour une réponse. Celle de la jeunesse qui monte et écarte ses aînés - les désespérés de la révolution, les déçus des idéologies, les poseurs de bombes - est éthique. Elle ne s'adresse pas à la peur des autres, elle ne s'adresse pas non plus uniquement à sa raison. Elle s'adresse à sa conscience ... Voilà ce que nous dit, Marek Halter, écrivain et apôtre de l'anti-racisme ("Le Monde", "Libres opinions", fin mars 85), une des personnalités qui soutient SOS Racisme. Reconnaissons-lui le mérite de la clarté; il explique mieux que quiconque toute la philosophie idéaliste qui anime SOS Racisme.

Nous avons vu que le racisme n'est que l'expression idéologique de couches et demi-classes attachées à la défense des intérêts de l'impérialisme français et qui n'ont d'autre avenir que de le soutenir ou de périr avec lui. Comment lutter contre

ritable nature de défenseur des intérêts du capitalisme au même titre que toutes les autres forces politiques de l'arc-en-ciel parlementaire auquel participera bientôt, le Front National.

ces intérêts bien matériels ? Facile, il suffit de prêcher la bonne parole et d'illuminer les consciences. En effet, il suffisait d'y penser, et il est clair que ces gens-là pensent beaucoup trop qu'ils en oublient la vie elle-même. Opinion contre opinion. "Touche pas à mon pote" remplace "le racisme ne passera pas", ah ! mais c'est que c'est plus compromettant et plus courageux. Peut-être, mais nous nous voyons aucune différence de nature. Il s'agit d'afficher son anti-racisme, de se mettre en règle avec sa bonne conscience, un point c'est tout.

Cette attitude ne peut pas ne pas avoir de conséquences pratiques. Nous autres, matérialistes vulgaires que nous sommes, croyons utile de rappeler qu'une solidarité effective ne se construit jamais sur du vent. Les plus belles idées du monde et les plus touchantes déclarations de principe ne valent rien si elles ne s'appuient pas sur des actes et une lutte concrète qui en

fait ressortir peu à peu la validité.

La solidarité dont ont besoin les travailleurs immigrés et leurs familles n'a rien à voir avec les pétitions de principes qui déclarent être contre le racisme et pour la Liberté, etc. N'importe qui peut devenir anti-raciste de cette manière et obtenir son brevet de SOS Racisme.

La solidarité dont ont besoin les travailleurs immigrés et leurs familles est une solidarité de classe qui s'exprime par la lutte au coude à coude et au jour le jour sur des questions concrètes telles que la lutte contre les quotas, contre les lois restrictives sur l'immigration familiale, contre les centres de détention, contre les conditions de logement dans les foyers, contre l'escroquerie du FAS (Fonds d'action sociale), etc. Sur ce terrain-là, nombreux sont les moulins à paroles et minoritaires les combattants qui luttent sans arrière-pensée.

Sur ce terrain-là, seule une lutte sans concession avec tout ce qui divise peut construire une unité vivante et renforcer la confiance des prolétaires en leur propre capacité de lutte.

SOS Racisme au contraire, par son idéalisme impuissant qui s'enfoncé dans le terrain marécageux du mouvement d'opinion où se construisent les unités fictives qui préparent les futures divisions ne peut que contribuer à paralyser toute action indépendante de l'Etat et des forces politiques

qui le soutiennent justement contre les revendications des prolétaires de toutes nationalités. Les objecteurs de conscience contre toutes les idéologies s'aplatissent devant le nationalisme et par conséquent accepte la répression anti-ouvrière qui touche les travailleurs immigrés même s'ils en dénoncent les aspects les plus féroces et encore d'une manière qui ne s'élève même pas à la hauteur de leurs aînés, ceux dont parle Marek Halter, c'est-à-dire l'extrême-gauche soixante-huitarde dont proviennent d'ailleurs les Bernard Henri-Lévy et autres bouffons de la littérature torché-cul.

Pour notre part nous appelons tous les prolétaires, quelque soit leur nationalité, et tous les éléments combattifs à lutter contre tout contrôle de l'immigration et à refuser la défense de l'ordre établi qui se drape dans les plis de l'anti-racisme démocratique.

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION. LIBERTE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE CIRCULER LIBREMENT A TRAVERS LES FRONTIERES.

LA SOLIDARITE DE CLASSE NE S'ACHETE PAS AVEC LA MONNAIE DE SINGE DU PACIFISME.

ANTI-RACISME DEMOCRATIQUE HORS DES QUARTIERS OUVRIERS.

Non aux assignations, aux expulsions et extraditions

Le tribunal administratif de Pau a annulé, le mardi 18 décembre 1984, 15 arrêtés d'expulsions, assignations à résidence et interdictions de séjour, pris par le ministère de l'intérieur en 1984.

La commission du recours du conseil d'Etat, de son côté, vient d'annuler le refus de l'OFPPA (office soi-disant pour la protection des réfugiés) d'accorder le statut de réfugié à Marianon Colomo, Kold Saralagui (actuellement à Panama), Angel Castillo (expulsé au Togo), Carlos Ibarburu Aguirre (actuellement à Cuba), Antonio Zurruza Oruna (réfugié depuis l'accession au pouvoir à Madrid du PSOE) et José Maria Berezertua.

Le comité pour la défense des droits de l'homme au Pays Basque qui s'est constitué pour dénoncer la répression anti-basque et en particulier celle dont sont victimes les réfugiés qui sont soumis à des tracasseries policières et judiciaires qui se concrétisent sous la forme des assignations, expulsions et extraditions nous a fait parvenir une pétition dont nous avons extrait l'information ci-dessus. Les revendications avancées dans cette pétition sont les suivantes:

- les moyens pour Carlos Ibarburu, Koldo Saralagui et Angel Castillo de réintégrer immédiatement le lieu de résidence de leur choix,
- le rétablissement du statut de réfugié pour les ressortissants basques,
- le retrait du projet encore plus limitatif de réforme du droit d'asile, établi fin 84, par le gouvernement,
- l'arrêt des mesures d'expulsion et d'assignation à résidence et l'annulation des mesures déjà prises,
- l'arrêt des extraditions des militants politiques basques,
- l'arrêt des tracasseries administratives,
- que soit mis un terme aux menées terroristes du GAL.

Avant de donner notre point de vue sur le mode d'action lui-même, la circulation d'une pétition, nous voudrions faire une remarque sur la dernière revendication, celle qui réclame du gouvernement "l'arrêt des menées terroristes du GAL".

Si on s'en tient simplement à l'actualité et aux diverses sources d'information qui en rendent compte, il est difficile de ne pas voir les liens directs et indirects qui existent entre police, justice et gouvernement de la France et de l'Espagne, et le GAL. De ce fait il nous semble inutile de réclamer au gouvernement français et à ses appareils de répression de mettre fin aux menées criminelles du GAL ; non seulement inutile mais dangereux et illusoire. Dangereux, parce que cette revendication pour être satisfaite, réclame un renforcement du dispositif policier et judiciaire justement utilisé contre les réfugiés basques. Illusoire parce qu'elle légitime d'une part, l'action du gouvernement et répand l'idée que sous la pression d'une opinion publique bien informée, la politique gouvernementale pourrait évoluer dans le bon sens; d'autre part, elle perpétue l'illusion entretenue par les médias du rôle nécessaire de l'Etat démocratique seul capable de combattre "le terrorisme" et les extrémismes d'où qu'ils viennent. En réalité la violence étatique et para-étatique sont complémentaires et convergent vers la défense de l'ordre établi. Le "terrorisme" n'est pas réprimé par l'Etat pour son utilisation de la violence mais pour les buts et les intérêts que la violence sert. Le gouvernement français, espagnol et les assassins du GAL défendent les mêmes intérêts. Si tous ces gens-là peuvent s'opposer sur les méthodes employées, ils n'en sont pas pour autant des ennemis irréductibles. L'exemple de la lutte anti-

terroriste menée en Europe par différents gouvernements de droite et de gauche a montré et montre encore que le "terrorisme noir" bénéficie du "laxisme" policier et judiciaire et d'une complaisance à tous les niveaux de l'Etat et de la société, cependant que le "terrorisme rouge" (1) a été réprimé impitoyablement et continue à l'être.

Prenons deux exemples à propos de la semaine sanglante qui a vu la reprise des activités du GAL, juste après, comme par hasard, la signature portant sur l'élargissement de la CEE.

Que nous disent les médias sur ces attentats ? Ils nous expliquent tranquillement et benoîtement que la magistrature est déboussolée et que la police est lasse. Voyez-vous çà, ces messieurs ne savent plus où donner de la tête. Par contre la télévision n'avait pas manqué de nous présenter le fringant commissaire chargé d'éliminer les activités de l'ETA. Les trompettes de la victoire et de la joie nous jouaient l'air de l'efficacité policière. Autre exemple. Un député PS, à propos des mêmes attentats, avait entonné, lui, l'air de la condamnation morale en posant la question de savoir qui avait intérêt à déstabiliser l'action du gouvernement ? Et de se tourner vers Ponia-towski, "ce gros rat d'égout gros et gras" qui s'est vautré dans toutes les eaux usées "du précédent septennat". N'est-ce pas la meilleure manière de blanchir la jeune démocratie espagnole, de passer sous silence l'action du gouvernement actuel qui a décidé et réalisé trois extraditions et de faire un prêche moralisant qui n'aura absolument aucun effet sur les activités criminelles du GAL ? Gageons que cette déclaration à sensation n'empêchera pas notre preux député d'aller plonger son bec dans les mêmes eaux sordides que "le gros rat d'égout gros et gras". Pour conclure sur ce point nous dirons que le GAL peut évoluer d'autant plus aisément que la justice et la police n'ont pas à faire face à un mouvement social radical. Contre les assassins du GAL et leurs protecteurs institutionnels, il n'est pas d'autre issue que la lutte et le renforcement des rangs de ceux qui veulent s'opposer à leur action répressive en toute indépendance à l'égard du gouvernement et de l'Etat français.

Tout ceci nous ramène à la méthode proposée. Que vont devenir les pétitions recueillies avec les noms et les adresses des signataires ? Quelle garantie y-a-t-il pour qu'elles ne tombent pas entre des mains qui en feront un usage criminel ? Rappelons que dans la nuit du 3 au 4 avril, les ANPE de Biarritz et de St Jean de Luz ont été visitées par des "inconnus" pour y consulter les fiches des réfugiés basques espagnols.

Par ailleurs cette méthode ne permet pas de créer un rapport de forces pour imposer la satisfaction des revendications avancées; quand on signe on ne s'engage pas dans un travail réel. Tout au plus les pétitions peuvent permettre de faire circuler l'information mais pour cela il n'est pas nécessaire d'une part de recueillir les adresses des signataires et d'autre part de les remettre à des personnes (autorités quelconques) sur lesquelles on a aucun contrôle. La dénonciation de la politique répressive ne pèse d'aucun poids même avec 500 000 signatures; les prises de position ont une valeur (et il vaut mieux qu'elles soient collectives sous la forme d'une motion de solidarité émanant de tel ou tel syndicat d'entreprise par exemple) si elles sont appuyées par des manifestations, des grèves ou d'autres formes d'action qui démontrent mieux que de longs discours l'influence réelle et l'activité développée par telle ou telle organisation, regroupement,

etc. La création d'une multitude de comités dans le pays basque pour faire face aux mesures d'extraditions n'a pas réussi à empêcher les extraditions, assignations, et expulsions; peut-on croire qu'un regroupement de signatures sera plus efficace ?

Il est vrai qu'organisation ne signifie pas nécessairement mouvement; il n'est qu'à reprendre le cas des organisations politiques, syndicales ou humanitaires qui multiplient toutes sortes de préalables à l'action en opposant par exemple à la lutte contre la politique répressive de l'Etat le non-respect de la démocratie espagnole par les membres de l'ETA. Mais ceci ne saurait remettre en cause la nécessité de l'action collective pour la substituer à la fiction d'une force morale. La "sclérose" d'une d'une organisation qui provoque l'apathie et l'indifférence de ses membres est le fruit d'une politique d'acceptation de la logique de l'Etat pourvu qu'il soit démocratique.

Enfin on peut constater que les blocages idéologiques, dont on a expliqué l'origine réelle ci-dessus et qui paralysent une opposition résolue à la répression, amènent les nouvelles générations de prolétaires à rechercher d'autres méthodes de lutte en rejetant par principe toute forme organisationnelle pour échapper à la "logique bureaucratique". C'est ainsi que de nouveaux mouvements sociaux se développent sous l'égide des droits de l'homme avec la prétention de passer par-dessus les affrontements idéologiques et les alignements d'organisations qui leur correspondent. Dans la mesure où ils représentent un réflexe sain de volonté de lutte ils sont naturellement posi-

tifs. Mais il n'en reste pas moins que derrière l'idéologie des droits de l'homme se profilent les mêmes forces plus ou moins renouvelées qui cherchent à canaliser le mouvement social dans les mêmes ornières sans issue de la collaboration entre les classes. Quels points communs peut-il exister entre la défense des droits de l'homme par des guignols étatiques et la lutte contre la répression qui s'oppose, pour défendre les intérêts des opprimés et exploités, à la logique répressive de ces Etats qui se réclament des droits de l'homme ? Aucun.

C'est pourquoi la lutte contre la répression doit tendre à une action collective qui peut prendre des formes variées en regroupant tous ceux qui veulent réellement s'engager dans cette lutte tout en ne faisant aucune concession d'aucune sorte à l'Etat démocratique qui demeure dans tous les cas une arme au service de la bourgeoisie.

1) Par "terrorisme noir" nous entendons un ensemble fluctuant qui comprend des services officiels, un ramassis de truands et assassins en tout genre, des activistes d'extrême-droite, des personnalités politiques ou non qui disposent de relations dans tous les milieux financiers, politiques, administratifs, etc. Par "terrorisme rouge" les divers groupes et organisations qui prônent la lutte armée et font généralement référence au socialisme ou au communisme bien que leurs programmes politiques n'aient rien à voir avec le communisme révolutionnaire tel que nous l'entendons et le défendons.

NOUVELLES DES 3 EXTRADES ET DES EXPULSES.

Les 3 extradés, José Garcia Ramirez, Francisco Lujambio Galdeano, José Manuel Martinez Beitzegi ont été incarcérés à la prison de Alcalá-Meco (Madrid) et non pas à Carabanchel comme nous l'écrivions dans le dernier numéro du journal.

D'après les informations que nous a communiqué le comité de défense des droits de l'homme en Pays Basque qui les a rencontrés récemment, leur traitement est celui réservé traditionnellement aux détenus politiques d'Alcalá-Meco, à savoir: coupures d'eau, brimades, vols des objets que leur apportent leurs familles par les gardiens ou destruction ou détérioration, cellules d'isolement pour le moindre prétexte, etc. Nous ajouterons que les détenus de droit commun sont soumis plus ou moins à des traitements équivalents dans les prisons françaises. C'est la logique de l'enfermement carcéral: punir dans la punition, tous ceux qui refusent la destruction psychologique et physique et se battent pour leur dignité, leur intégrité et leur identité.

A l'heure où nous écrivons deux des 3 expulsés viennent d'être acquittés par l'Audience nationale, tribunal d'exception mis sur pied pour exercer une justice expéditive à l'égard des militants basques. Le gouvernement espagnol, suivi en cela par son homologue français, se félicite de cette décision et veut démontrer par ce geste sa probité démocratique et qu'il n'y a rien à craindre de la justice espagnole pour les militants basques arrêtés sur un autre territoire national. En somme, Madrid renvoie l'ascenseur à Paris pour lui permettre d'opérer d'autres expulsions sans avoir à les justifier, puisque ... les garanties existent et que les "coupables" seront jugés selon les règles des bonnes moeurs judiciaires démocratiques.

En réalité, les peines de 118 et 53 ans retenues par le procureur contre les 2 acquittés, Beitzegi et Ramirez (pendant qu'en France on condamne à 5 ans seulement les responsables du GAL ou qu'on les laisse s'échapper), reposaient sur des aveux d'un militant soumis à la torture comme à la belle époque de Franco et qui depuis s'était rétracté. Les preuves de l'accusation sentaient trop la gégène, les alibis des militants étaient trop irréfutables, pour que l'Etat espagnol ne se risque à frapper fort sans risquer du même coup une forte réaction sociale au pays basque.

Mais cette opération destinée à blanchir l'Etat et l'Audience nationale ne doivent pas cacher la réalité; en effet ce tribunal d'exception brille avant tout par sa justice expéditive et les lourdes peines qu'il applique d'ordinaire sur la base de dossiers - plus ou moins trafiqués. Son rôle est clair et ne changera pas après cette mesure de "clémence": il est de réprimer et restera de réprimer. Il est vain d'ailleurs de songer que son rôle puisse être différent. La justice bourgeoise, quelque soit la manière dont elle s'exerce, n'a qu'une fonction, réprimer et garantir les intérêts de l'ordre. Nous ne lui demandons pas de garantir son objectivité, mais nous la combattons comme justice de classe.

Quant aux expulsés, 4 d'entre eux sont actuellement au Togo qui voudrait s'en débarrasser.

Les autres sont en Amérique Latine dont un au Vénézuéla a pu s'échapper mais a ensuite été arrêté à Madrid.

Les expulsés sont étroitement surveillés et vivent dans l'incertitude quant à leur avenir; ils peuvent, en effet, être à tout moment réexpulsés, pourquoi pas vers l'Espagne ? Le gouvernement français pourra toujours jouer l'innocent.

La stratégie d'offensive anti-ouvrière de la gauche

Au bout de 4 ans de gouvernement de la gauche la situation sociale des masses travailleuses n'a cessé de se dégrader globalement. Venue au pouvoir pour soi-disant "changer la vie" la gauche, toutes tendances confondues, s'est attelée à la tâche de gestion de l'économie capitaliste.

Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie les résultats sont plutôt encourageants: restauration de la notion d'entreprise, efforts pour accroître les exportations françaises dans un contexte économique qui reste difficile et où la concurrence est sans cesse exacerbée, pour freiner l'inflation, pour restaurer les marges bénéficiaires, c'est-à-dire la part de surtravail arrachée gratuitement par le capital au travail ouvrier au moyen de l'exploitation, ainsi que les taux de profit, c'est-à-dire le volume de profits confisqués aux prolétaires par rapport au capital investi. A tel point que Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du redéploiement industriel, peut pérorer, dans une interview accordée au quotidien "branché" "Libération" du 30-31 mars 85, en lançant: "l'efficacité, c'est nous!". D'ailleurs les experts économistes des autres pays bourgeois apprécient également, en connaisseurs, les résultats obtenus par la gauche comme l'indiquent une étude récente de l'hebdomadaire britannique "The Economist" consacrée à la "santé économique" de la France de Mitterrand, ou les déclarations du ministre de l'économie et des finances de RFA. Même le CNPF reconnaît, du bout des lèvres, dans un rapport publié à la fin du mois de mars 85 la "moins mauvaise situation de l'économie française" (c'est-à-dire de ses intérêts) tout en déplorant, vocorité capitaliste oblige, l'insuffisance des offensives portées contre les travailleurs. Il s'agit en fait pour le CNPF d'obtenir que la pression sur le monde du travail ne se relâche pas une seule seconde.

L'ATTAQUE CONTRE LES SALAIRES

Du point de vue des travailleurs l'"efficacité", c'est une aggravation systématique de leurs conditions de vie et de travail. Cela se traduit d'abord par une baisse du pouvoir d'achat grâce à une désindexation des salaires sur les prix. Comme le note "l'Expansion" du 5-18/4/85, en 1984 la hausse des taux horaires de salaire a été de 6,4 % inférieure à celle du coût de la vie pour la première fois depuis 1948 et 58. On comprend l'autosatisfaction d'Edith Cresson ainsi que l'utilité de la gauche réformiste et opportuniste pour le Capital. D'autant plus que le gouvernement et le patronat sont bien décidés à poursuivre leur attaque en 1985. Car l'offensive bourgeoise contre le pouvoir d'achat concerne aussi bien les travailleurs des entreprises privées que celles contrôlées par l'Etat.

Ainsi comme le note ce même hebdomadaire: "alors que l'inflation en 85 dépassera sans doute 5 % (et même 6 % "NDR) les consignes gouvernementales limitant les hausses de salaire à 4,5 % (en "niveau) ont été en général suivies. Les augmentations prévues par les fédérations professionnelles sont pratiquement toutes comprises entre 3 % et 4,5 %". L'attaque en règle contre les salaires n'est donc pas le monopole des petits et moyens patrons ou de ceux du privé, elle est menée par l'ensemble du Capital: pour 85 les augmentations générales (il s'agit donc d'une moyenne qui cache des attaques catégorielles plus importantes) ne dépasseront pas 4,5 % à BSN, 4 % à l'Oréal, 3 % à Saint-Gobain. Pour Usinor, c'est encore plus simple puisqu'aucune augmentation n'est prévue ce qui signifiera fin 85 une baisse du pouvoir d'achat de plus de 5 % en 2 ans pour les travailleurs. Chez Renault pour la première fois depuis 1945 les salaires les plus bas ont été inférieurs à l'inflation en 1985; et la (nouvelle) direction ne prévoit qu'une hausse de 1,5 % pour le premier semestre 85. On le voit seule la lutte ouvrière pourra démentir ces cyniques calculs qui traduisent la froide logique de l'offensive antiprolétarienne du capital.

Il faut cependant rappeler que si la gauche, hier à travers la collaboration gouvernementale, aujourd'hui à travers la comédie de la division et de la désunion, parvient à cette "efficacité" c'est grâce à une stratégie subtile dont les directions syndicales sont les relais zélés. L'objectif de cette stratégie étant prioritairement d'éviter un affrontement global avec les travailleurs et de chercher à paralyser à l'avance toute réaction d'ampleur en désorientant et divisant la classe ouvrière (cf. "Le Proletaire" n° 381, les socialistes à la recherche de la potion magique). Dans ce cadre il s'agit d'abord de développer ce que les stratèges bourgeois ont appelé la "pédagogie de la crise" pour essayer de convaincre les travailleurs que leur sort était

lié à celui de l'entreprise. Pour cela le gouvernement a frappé les salaires sélectivement, en épargnant les plus bas; quitte à accroître l'endettement de l'Etat, c'est-à-dire à échelonner dans le temps une offensive d'autant plus décidée et à garotter le prolétariat par coups successifs. Stratégie trop "subtile" pour les bourgeois les plus obtus qui crièrent en 81-82 au scandale, ainsi que pour une ex-extrême-gauche de plus en plus débile qui dénonce la politique sociale actuelle du gouvernement comme rompant avec les mesures des premiers mois alors qu'elle en est le prolongement naturel.

Cette stratégie suppose également un traitement des salaires en considérant les situations tranche par tranche, c'est-à-dire au moyen d'une individualisation des cas ou si l'on préfère d'une politique de division poussée à l'extrême (avec en "prime" la perspective d'une rémunération conditionnelle supplémentaire liée aux progrès de la productivité, c'est-à-dire d'une exploitation accrue). Ainsi "l'Expansion" note que "les négociations intenses menées depuis 3 mois dans les branches professionnelles" mais aussi - lois Auroux obligent - dans "les entreprises (ce qui est un élément nécessaire de cette individualisation des rapports sociaux NDR) font en réalité apparaître de nouvelles règles du jeu. Après "avoir remis les pendules à l'heure, les patrons et quelque fois même les salariés, semblent décidés à les faire fonctionner autrement. La référence au pouvoir d'achat n'est plus l'alpha et l'oméga de la "négociation salariale en France". Ce qui serait évidemment impossible sans la trahison active des directions syndicales. D'ailleurs "l'Expansion" jubile en rappelant que "de plus en plus souvent les entreprises prévoient des "rallonges" de salaires liées à leurs performances ou à celles de leurs salariés. Mieux encore: les syndicats - CGT en tête - acceptent dans certains cas ces "nouvelles formes de rémunération à la carte. Ainsi près de 80 % des accords salariaux conclus depuis janvier, dans les entreprises, à la suite des négociations prévues par les lois Auroux (on aura compris à l'insistance du journaliste l'importance de "ces lois et de leur utilisation par l'opportunisme pour embobiner les travailleurs, "NDR) comportent des clauses d'augmentations conditionnelles".

L'ATTAQUE CONTRE L'EMPLOI.

Mais l'"efficacité" dont se gargarise Edith Cresson et avec elle tout le gouvernement cela signifie également pour les travailleurs le chômage et les licenciements, avec leur cortège de misère et de désespoir. En effet la restructuration et la modernisation dans le cadre du capitalisme s'accompagnent nécessairement d'une augmentation du chômage en même temps que d'une exploitation accrue de ceux qui travaillent. L'année 1984 s'est traduite par une augmentation de 292 000 chômeurs (+ 13 %) en données corrigées et 301 000 en données brutes (+ 13,4 %) ("Le Monde" du 17-18/2/85). A la fin du mois de janvier 85 le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE était de 2 553 200, alors que les indemnités de chômage diminuent en volume ainsi qu'en durée tout en concernant de moins en moins de travailleurs licenciés ou de jeunes à la recherche d'un emploi. Aujourd'hui plus de 980 000 chômeurs ne touchent aucune indemnité alors que 600 000 reçoivent à peine 1 272 francs par mois.

En guise de "solution" le gouvernement a recours à des solutions bidons du point de vue des travailleurs comme les TUC, les contrats formation reclassement (CFC) ou les contrats à durée déterminée (CDD) concernant les chômeurs de "longue durée". L'objectif pour le gouvernement est là aussi (de même que pour l'attaque contre les salaires) d'échelonner dans le temps le "traitement" du chômage, donc son extension, d'autant plus inévitable que l'année 85 s'annonce comme stagnante, tout en cherchant à diviser les chômeurs en les séparant en catégories opposées du point de vue de quelques indemnités accordées, et à accroître la précarité des conditions de travail, la fameuse flexibilité.

Cette orientation d'offensive contre l'emploi s'intensifiera obligatoirement en l'absence de luttes ouvrières décidées. Comme le note "Le Monde" du 13/4/85: "la croissance américaine très forte depuis la fin 83 (elle a atteint 6,8 % en volume "l'année dernière), s'est peu à peu tassée. "La production industrielle stagne par exemple, depuis 6 mois. Conséquence directe: "le commerce mondial dont le développement avait été exceptionnellement vif l'année dernière (+ 9 % après + 2 % en 1983) sera beaucoup moins fort cette année, "d'environ moitié estiment presque tous les experts. On pouvait espérer que l'Europe

"relaterait la croissance américaine en train de faiblir trouvant en elle même des raisons suffisantes d'espérer et d'entreprendre. Espoir maintenant déçu".

Pour défendre les intérêts du capitalisme français l'objectif immédiat du gouvernement Fabius sera donc d'accroître la compétitivité de l'économie, ce qui signifie une aggravation du chômage. Ainsi le journal "Libération" du 30-31/3/85, dont il faut rappeler qu'il fait partie de la gauche distinguée et branchée, annonce 11 000 suppressions d'emplois en 1985, c'est-à-dire une accélération des licenciements avec la moitié des 20 000 suppressions d'emploi prévues par le plan acier (1984-1987) annoncées en avril dernier et ayant provoqué la colère des sidérurgistes lorrains. La stratégie du gouvernement est claire: (on pourrait l'appeler la stratégie du saucisson) diviser les travailleurs frappés de licenciement par tranches, les frapper au coup par coup, puis recommencer avec plus d'intensité encore. En accompagnant à chaque fois les coups de mesures "spectaculaires", qui sont autant de rideaux de fumée, pour allonger dans le temps le coup porté contre les travailleurs et chercher à étouffer ainsi, ou en tout cas à repousser le plus possible, les mouvements de colère et de riposte ouvrières. Comme note "Le Monde" du 13/4/85: "an dépit de la proximité des élections, M. Fabius semble avoir pris son parti de cette situation, préfère poursuivre l'assainissement de notre économie quitte à traiter "socialement" et "psychologiquement" le chômage. Le problème qui se posera évidemment l'année prochaine sera celui du retour sur le marché du travail de dizaines, voire de centaines de milliers de français occupés dans des TUC ou mobilisés par des contrats de formation".

Si ces mesures bidons spectaculaires ("psychologiques") sont adoptées c'est également parce qu'au passage elles permettent de précariser l'emploi pour le plus grand profit des patrons. Cela avec la complicité des directions syndicales qui se répartissent les rôles, les uns jouant le réalisme, les autres la pseudo dureté, dans les négociations avec les patrons et le gouvernement. Cette comédie s'est vérifiée en décembre 84 pour les négociations concernant la flexibilité de l'emploi. Tandis que la négociation au sommet (les travailleurs étant invités à en attendre sagement les résultats...) a fini par capoter, sa reprise étant une concession pour calmer une éventuelle poussée de luttes, le gouvernement est amené à prendre des dispositions pour soi-disant faire avancer les choses, et trancher, avec l'aide des tribunaux au cas par cas. Deux exemples permettant d'illustrer cette cynique stratégie anti-ouvrière du gouvernement, ce traitement "social" et "psychologique" du chômage dont parlait "Le Monde" cité plus haut.

LES COUPS DE PIED DE L'ANE CAPITALISTE.

Le premier concerne les contrats à durée déterminée (CDD). Le gouvernement a présenté le 1^{er} avril 85 un projet de décret au Conseil supérieur de l'Emploi (avant de l'adopter le lendemain au Conseil des Ministres). Ce projet a été accepté par un large consensus (à l'exception de la CGT qui se donne à peu de frais une allure de contestation). Ce décret autorise les patrons "à embaucher des chômeurs de longue durée sans justification et sans souscrire aux conditions précédemment imposées (surcroît d'activité, remplacement d'un salarié absent, exécution d'une tâche occasionnelle, etc.)." Grâce au ministre du Travail Delebarre, le patronat pourra exploiter de la manière la plus profitable une couche précise de chômeurs, ceux de longue durée. Pour les négociations de décembre 84, le CNPF voulait que cela soit valable pour tous les chômeurs. Mais en guise de compensation la durée de ces contrats est augmentée: durée de 6 mois au moins renouvelable une fois dans la limite maximale de 24 mois en tout. La durée de ces contrats juteux pour le Capital est donc supérieure à la durée prévue par le projet d'accord de décembre (12 mois renouvelable pour 6 mois) ainsi que les 18 mois envisagés par Ralite, ex-ministre PCF du gouvernement précédent (ainsi quand le PCF parle de capitulation du PS face au patronat il dit vrai, mais il oublie juste de s'inclure dans cette collaboration "munichoise"). Le journal "Libération" du 2/4/85, commente malicieusement: "les syndicats ont cependant protesté mollement. Mais surtout le gouvernement en assumant le "sale boulot" déblaya de fait le terrain miné de la flexibilité". Comme le dit un vieux proverbe latin: si cantas asino crepitis tibi redet ab ano" (si tu chantes à l'âne il te répond par un pêt).

Le coup de pied de l'âne est également illustré par une interview intitulée de manière fort réaliste "la France est déjà flexible", accordée au journal "Libération" du 17/4/85 par Gilles Bélier (dont le nom symbolise parfaitement l'offensive antiprolétarienne du gouvernement), conseiller juridique en droit social et ancien membre du cabinet Jean Auroux. Ses déclarations sont fort instructives: "il ne s'agit pas de polémiquer mais de voir la réalité en face. Si "la flexibilité se mesure par la capacité du "contrat de travail d'évoluer en fonction des réalités économiques, il faut bien se rendre à l'évidence, elle existe. En matière salariale rien n'empêche actuellement un patron de remettre en cause unilatéralement l'indexation des salaires. La cour de cassation dont les avis font jurisprudence, a tranché à maintes reprises dans ce sens. Par ailleurs qu'est-ce que le chômage partiel, si ce n'est la possibilité donnée à l'employeur d'ajuster les horaires lorsqu'il subit une baisse d'activité?". Pour ce qui est des ruades capitalistes de l'Etat et des patrons concernant le droit de licencier, le bien nommé Bélier ajoute: "là encore les faits prouvent le contraire. EN 1983 il y a eu 336 000 licenciements. EN 84, 430 000. Soit une progression de 17,4 %. On ne peut pas parler là d'un carcan (sic!). En 1983, 36 % des licenciements ont été opérés dans le cadre des liquidations judiciaires, c'est-à-dire sans que le patron ait eu besoin d'une quelconque autorisation.

"Et ceux qui étaient soumis à autorisation ont débouché dans 90 % des cas sur une réponse positive de l'administration soit directement soit par recours. En outre les recours devant le Ministre du Travail pour refus de licenciement n'ont concerné que 1 700 salariés, soit 0,6 % des 366 000 licenciés". Ce qui montre que les bonzes syndicaux ne se sont pas remués préférant se réserver pour museler d'éventuelles luttes. Le dénommé Bélier d'ajouter: "objectivement les patrons ne peuvent donc pas dire qu'ils n'ont pas la liberté de licencier". Bon prince il reconnaît: "qu'il y ait de leur part un blocage psychologique à l'égard de l'autorisation administrative n'est pas contestable", et pour les rassurer "et pourtant, cette pseudo contrainte qu'ils voudraient supprimer permet d'éviter l'affrontement direct entre l'employeur et le salarié licencié et favorise la mise en oeuvre des plans sociaux" pour permettre au gouvernement et aux syndicats de berner les travailleurs.

Face à cette stratégie de ruades anti-ouvrières aussi pernicieuses qu'efficaces seul le coup de point de luttes prolétariennes permettra aux travailleurs de se défendre. Leur préparation suppose pour les révolutionnaires le développement d'un travail acharné de propagande et de lutte politique visant à dénoncer la logique du capital comme incapable de rien d'autre que de frapper l'ensemble des travailleurs dans leurs conditions de vie et de travail. Elle suppose également et conjointement un travail d'intervention pour préparer une mobilisation à la base au coup par coup, aux offensives de l'Etat et des patrons et pour favoriser, dans les syndicats comme hors des syndicats, une coordination active des mouvements de riposte en dehors du contrôle des bonzeries syndicales et contre leurs orientations de trahison.

éditions programme communiste

DEFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

- thèses de la fraction communiste abstentionniste (1920)
- thèses de rome (1922)
- thèses sur la tactique de l'internationale (1922)
- thèses de lyon (1926)
- nature fonction tactique du parti communiste (1945)
- thèses caractéristiques du parti (1951)
- l'activité organique du parti dans les situations défavorables (1965)
- thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1965)
- thèses supplémentaires aux thèses de 1965 (1966)

COMMANDE A L'ADRESSE DU JOURNAL, 220 p., 40 FF, 15 FS.

Proportionnelle : manœuvres politiques du capital

Venus au pouvoir pour "changer la vie" les partis de gauche se sont attelés à la tâche de sauvegarde des intérêts de l'ordre capitaliste et impérialiste en France. Pour cela ils ont renforcé l'action de l'Etat bourgeois dans tous les domaines: verrouillage du contrôle politique et social du prolétariat, intoxic idéologique, politique répressive sur le plan policier et judiciaire, politique extérieure au service d'une consolidation de l'influence impérialiste, militarisme, offensive sociale antiprolétarienne (dont nous parlons par ailleurs), contrôle et répression brutale de l'immigration, modernisation de l'économie, etc.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans les numéros précédents de notre journal l'action politique zélée de la gauche réformiste et opportuniste s'est cependant accompagnée d'une usure rapide de la stratégie anti-ouvrière et contrerévolutionnaire d'Union de la Gauche. Ainsi, si sur le plan social les gouvernements successifs ont depuis 1981 brisé tout mouvement large et durable de lutte ouvrière, l'influence politique du PS et du PC s'est sérieusement amoindrie. Cela s'est traduit sur le plan électoral par une augmentation des abstentions et un net recul de l'influence des partis de gauche depuis les élections municipales jusqu'aux élections européennes de juin 1984.

Une telle usure politique a obligé le gouvernement à redistribuer les données du dispositif politique pour continuer à contrôler la vie politique en France et à museler par avance les mouvements prolétariens. Cela s'est traduit par le départ du PCF du gouvernement afin de lui donner un espace de manœuvre susceptible de freiner son importante perte d'influence, de permettre au gouvernement de peser sur la vie politique à travers un recentrage et de jouer la carte de la **déscription** pour calmer le jeu politique. C'est dans ce cadre que Mitterrand a doté le gouvernement d'un jeune premier ministre destiné par son image de "garçon de bonne famille" (à faire palir d'envie les clowns professionnels de la TV au "look" bon chic bon genre et à faire rêver toutes les belles mères bourgeoises d'avoir un gendre qui lui ressemble comme l'indiquent régulièrement des sondages savamment orchestrés dans les médias). Le rôle de Fabius étant, entre autres, de jouer au freluquet balançant des salades (son fameux "parler vrai") à qui voudrait l'entendre.

La péripétie futile que représente la mise en avant du freluquet Fabius n'a évidemment que peu d'importance en soi, même si elle a obligé les partis de droite à pousser d'autres freluquets comme Léotard ou Toubon; elle traduit cependant la liberté de manœuvre du capital pour mettre sur pied un nouveau dispositif tactique. Mais comme nous l'indiquions dans "Le Proletaire" n° 379 (désunis pour mieux soumettre les prolétaires) et n° 380 (les manœuvres anti-ouvrières de l'Etat), le nouveau dispositif tactique supposait la définition d'une **stratégie** à plus long terme qui soit

opératoire. Cela signifie des choix tenant compte de la réalité, c'est-à-dire du rapport de force des différents partis de droite et de gauche sur l'échiquier politique bourgeois et de leur influence respective dans le cadre du monopole capitaliste de l'initiative politique qui existe actuellement en France.

A cet égard les élections cantonales ont représenté un test significatif. Avec un rapport d'influence électorale qui se stabilise à environ 40 %- 60 %. La gauche a pu freiner son recul qui ne s'est pas transformé en véritable débauche. Le PC très peu; mais le PS avec presque 27 % des voix reste le premier parti et peut même envisager avec une remontée à 30 % en 1986 de devenir le maître d'oeuvre et le pivot d'un recentrage qui ne soit pas friable. Venu pour "changer la vie" il se transformerait alors en l'élément moteur d'un "Front Républicain" face à la consolidation du Front National, (largement facilité par le gouvernement ne serait-ce que par la publicité accordée à Le Pen), utilisé comme épouvantail, et à la division d'une droite tricéphale qui n'a pas dans la situation actuelle un véritable programme économique alternatif (et pour cause la gauche lui a piqué le sein en 1981 en l'accompagnant d'une stratégie sociale plus efficace). D'ailleurs une note du "Canard Enchaîné" du 3 avril 1985 indique que les scénarios de politique économique et budgétaire de la droite représentent une plâtie pour le Capital fort similaire à la soupe de Fabius: "Selon les spécialistes consultés par Chirac et Giscard la simple poursuite de la politique 'actuelle' aboutirait en 1987 aux résultats suivants: 2,3 % de croissance, 3,2 % de hausse de prix, un très léger excédent de commerce extérieur, 200 000 chômeurs de plus et 45,1 % de prélèvements obligatoires. Le programme éventuel de l'opposition 'aboutirait à rien de bien différent: 2 % à 2,6 % de croissance, selon les variantes proposées, 3,2 à 3,6 % de hausse de prix; 'roujoux' selon les variantes possibles, une fourchette qui va de 5 milliards de déficit à 11 milliards d'excédents commerciaux; 200 000 à 250 000 chômeurs de plus, et entre 43,9 et 45,1 % de prélèvements obligatoires. Bref pas la peine de changer 'de gouvernement pour si peu'. Réflexion que le "Canard Enchaîné" ne doit pas être le seul à se faire dans les hautes sphères du Capital, d'autant plus qu'en cas d'alternative trop abrupte au profit de la droite les risques de dérapages sociaux seraient plus grands.

Cette stratégie de recentrage durable s'est précisée avec le recours à la proportionnelle départementale à un tour. Il ne nous semble pas utile d'épiloguer longuement sur la décision adoptée par le Conseil des Ministres du 3 avril. Nous laisserons ce soin à tous les politologues du café du Commerce dont la mission est de chercher à maintenir les masses sous l'hégémonie politique de l'Etat bourgeois. Disons simplement qu'une telle décision ne représente en rien un retour à la IV^e République et n'entame aucunement le caractè-

re présidentiel du régime, gage d'efficacité pour l'action de l'Etat; caractère présidentiel qui peut même être confirmé à l'occasion d'un référendum précédant ou mieux succédant aux élections législatives de 86..

Par contre le changement de mode d'élection permet de renforcer l'avance de toutes les forces politiques de gauche et de droite sur les masses puisqu'elle donne une nouvelle impulsion au jeu électoral pour essayer de maintenir la classe ouvrière dans le respect de la légalité bourgeoise tout en assurant à chacune des grandes formations politiques un créneau de manœuvre plus large, notamment au PCF pour lui donner une chance de se redresser et de se refaire une virginité (une telle relance entraîne il est vrai des grinements entre les partis et en leur sein, pour les obliger à s'adapter à de nouvelles règles ce qui ne se fait pas sans claquer des portes comme l'a montré le départ de Rocard, un autre prétendant fréluquet). De plus le nouveau mode électoral en ouvrant la voie de la spécificité permet l'émergence du Front National qui pourrait ainsi utilement servir de repoussoir vis-à-vis d'une partie du centre-droit, de facteur de désunion relative pour des partis de droite. Cela permettrait ainsi au PS de continuer à jouer un rôle central dans l'action gouvernementale tout en donnant l'occasion à cette dernière d'apparaître comme un moindre mal aux yeux des travailleurs, notamment immigrés et chômeurs, qu'elle frapperait.

Enfin un tel jeu politique faciliterait une alternance moins abrupte qui ne compromettrait ni l'ordre social ni la politique de modernisation; il ne perturberait pas trop la Bourse qui globalement se porte fort bien depuis 1981 et qui est alléchée par les actuelles discussions concernant d'éventuelles dénationalisations.

Un tel dispositif politique permettrait encore d'atteindre l'échéance de 1988 sans trop d'accroc, c'est-à-dire en canalisant le mécontentement ouvrier dans les "combinazione" politiques avec, en perspective, la possibilité de voir l'entrée de certains partis de l'ex-trême-gauche (PSU, LO, LCR) dans la ronde électorale à la condition qu'ils soient capables de drainer les énergies qui les approcheraient dans la conquête de 5 % au moins des suffrages (perspective qui a de quoi les occuper pour un temps et les détourner de tout mouvement réel de lutte sans qu'ils aient à se faire prier). La relance du jeu électoral est d'autant plus nécessaire que si l'ensemble des forces capitalistes, de droite et de gauche, ont une indéniable avance dans le domaine politique sur le prolétariat encore désorienté, l'Etat est en retard pour ce qui concerne les impératifs de "dégraissage" social et de restructuration des taux de profit c'est-à-dire pour ce qui concerne une offensive anti-ouvrière qui est appelée à s'intensifier. Dans ce cadre un surcroît de démocratie légaliste et électoraliste pourrait être d'autant plus utile avec en réserve la possibilité de frapper vite et fort grâce au renforcement et au blindage de l'Etat. Et puis si ce dispositif de relance

des manœuvres politiques électoralistes ne prend pas, il est toujours possible de revenir au soutien majoritaire sans que la constitution en soit pour autant modifiée.

Seule la reprise des luttes peut s'opposer aux manœuvres politiques de la bourgeoisie et de ses acolytes de tout poil ainsi qu'à la domination du capital. Une telle reprise s'annonce longue et complexe en raison des coups reçus par les travailleurs, d'une situation d'isolement et de division qui pour l'instant existe, et d'une désorientation politique activement façonnée par l'opportunisme politique et syndical. Qu'elle qu'en soit l'échéance, la tâche prioritaire des communistes révolutionnaires est de contribuer à cette reprise et de s'y préparer solidement. Cela suppose d'abord, mener un travail de dénonciation politique et, dans la mesure du possible, de participation active à toutes les luttes immédiates (de caractère politique ou syndical) qui concernent les conditions de travail et de vie du prolétariat de manière à favoriser l'émergence de liens d'organisation stables et durables entre les travailleurs, en dehors du contrôle de l'opportunisme.

Cela suppose conjointement la constitution qui certes sera longue, d'un véritable pôle politique révolutionnaire, face à la déchéance et à l'aplatissement de l'ex-trême-gauche par rapport aux manœuvres de la bourgeoisie et de l'opportunisme, qui soit susceptible d'influencer puis de guider les mouvements de lutte. La constitution d'un tel pôle suppose l'articulation de plusieurs fronts d'intervention:

- lutte contre l'offensive anti-ouvrière de l'Etat (pour ce qui concerne la défense du salaire, la lutte contre les licenciements, contre le contrôle et la répression des travailleurs immigrés, contre le racisme),
- lutte contre l'action de l'Etat dans le domaine de la répression policière et judiciaire, du chauvinisme militariste, des interventions impérialistes et colonialistes dans les DOM-TOM ou ailleurs,
- lutte contre l'action de l'extrême-droite qui se développera inévitablement sans tomber dans le frontisme avec les "forces démocratiques et républicaines" ce qui reviendrait à s'aligner derrière une fraction bourgeoise, qui plus est celle qui est au pouvoir,
- lutte contre l'opportunisme politique du PCF et des syndicats.

Nous aurons l'occasion de préciser notre conception de ces différents fronts d'intervention qui représentent des points de passage obligatoires mais non exclusifs, dans le cadre de nos axes d'intervention permanents (cf. Nos tâches et nos perspectives, "Le Proletaire" n° 380), pour la constitution d'un pôle politique révolutionnaire alternatif comme arme d'orientation au service de la reprise des luttes.

Disons que si la perspective est immense, c'est avec cœur et décision qu'il faut dès maintenant commencer patiemment à travailler. ●

Puits Simon : produire vite, ça tue !

Lundi 25 février 1985, deux équipes de mineurs préparent au pic la mise en place d'une haveuse dans la veine 18 du puits Simon des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), près de Forbach, à 1050 mètres de profondeur. Soudain, à 7 heures 21, c'est l'explosion due à un coup de grisou.

En s'échappant, le grisou ou méthane s'échauffe et s'enflamme. La chaleur qui se dégage est considérable : jusqu'à 1 200 degrés. Elle dilate le mélange gazeux de manière fantastique, causant de violents courants d'air qui soulèvent la poussière de charbon; celle-ci explose immédiatement. La combustion dégage des gaz irrespirables (oxyde de carbone, gaz carbonique) et brûlants. De plus, la déflagration projette les mineurs contre les parois de la mine et les désarticule. Il est donc impossible qu'il y ait des survivants.

Depuis les 42 morts de Liévin dans le Pas-de-Calais le 27 décembre 1974, c'est l'accident minier le plus meurtrier : 22 victimes, 12 veuves, 21 orphelins, 103 blessés ou intoxiqués.

Comme toujours en pareil cas, les médias ont mis l'accent sur le courage, la dignité, la résignation des mineurs. Dès lundi soir, les superpatrons Mitterrand et Fabius avaient adressé un télégramme de condoléances aux familles des victimes. Le mardi, Fabius, à l'issue de sa visite aux blessés à l'hôpital St-Berge de Forbach déclarait : "ce sont des gens très courageux, formidables, et il est normal de montrer ma solidarité aux mineurs. On est évidemment révolté contre la mort et cet accident. Il faut tout faire pour éviter les accidents et deux enquêtes, l'une par le service des Mines et l'autre par le juge d'instruction sont actuellement en cours".

Larmes de crocodile et menson-

ges ! Ce n'est qu'après la catastrophe que ces messieurs essaient de faire croire qu'ils s'intéressent aux mineurs et à leurs problèmes.

Oui, mensonges ! On sait déjà ce que veut dire la promesse de Fabius de faire toute la lumière sur l'accident si l'on se rappelle les suites judiciaires données aux deux catastrophes minières les plus importantes depuis 10 ans: Liévin en 1974 et Merlebach en 1976.

Pour le coup de grisou de Liévin le tribunal de Béthune condamna en janvier 81 (6 ans après !) le directeur du siège dont dépendait la fosse de Liévin à 10 000 francs d'amende. Avec la venue de la gauche au pouvoir, ce directeur bénéficiait de l'amnistie, puis la Cour d'Appel de Douai déboutait les parties civiles en décembre 81, estimant qu'il n'y avait aucune faute à relever contre les responsables des Houillères. En effet reconnaître la responsabilité des Houillères aurait certainement signifié une augmentation des rentes versées aux familles des victimes. Sacrée "gauche" ! généreuse ! mais seulement quand ça ne lui coûte rien !

Après le drame de Merlebach, le tribunal de Sarreguemines désignait comme expert celui-là même qui s'était occupé de la catastrophe de Liévin. On ne sera donc pas étonné de savoir qu'en octobre 1978 le rapport du service des mines concluait qu'il n'y avait pas lieu de donner une suite judiciaire à cette affaire. Depuis 1976, cela fait 9 ans de procédure. Pas une seule inculpation. Pourquoi donc le service des mines reconnaîtrait-il sa responsabilité ? Vous ne trouvez pas, camarades, que la justice est autrement expéditive lorsqu'un immigré fait une bêtise ?

Et la vie du mineur, qu'est ce que c'est ? Reproduisons simplement la déclaration d'un boutefeu ("Le Monde" du 27/2/85): "si je trouvais autre chose à faire, je quitterais la mine, mais, par ici, il n'y a que ça et rien d'autre pour qui veut gagner sa croûte, alors le jour où le travail reprendra, je serai présent à l'appel". Non ! On n'est pas mineur parce que le métier est beau, mais par nécessité, que l'on soit lorrain, marocain, russe ou anglais.

Pour pouvoir bouffer, il faut se vendre tous les jours, vendre sa force de travail. Le capitalisme, c'est l'esclavage salarié. C'est pour cela que, même après l'accident, on redescend au fond ? Et lorsque Mitterrand, Fabius ou autres nous parlent de socialisme, ils mentent pour mieux nous trahir. Ce qu'ils font tous les jours montre que, comme la droite, ce sont des défenseurs acharnés du capitalisme.

Redescendre au fond pour combien, au fait ? Le salaire mensuel d'un mineur ne dépasse pas 4 200 francs pour les ouvriers non qualifiés. Pour les ouvriers qualifiés, il peut atteindre 5 500 à 7 000 francs pour un boutefeu (responsable des dynamitages) ou un porion (chef d'équipe).

Compte tenu des risques et des conditions de travail, on ne peut pas dire que ce soit mirobolant !

Le risque ? Il existe toujours. Lorsqu'il y a une catastrophe, les médias sont bien obligés d'en parler. Mais les 6 ou 7 mineurs qui, en moyenne, sont tués chaque année aux HBL, malgré la baisse des effectifs, qui en parle ? Personne ! Et les accidents ? Commentant le bilan de 1984 (7 tués, plus de 5 000 accidents), M. Joseph Bernard, directeur général des HBL déclarait : "si nous en restions à cette situation cela voudrait dire qu'un jeune embauché aux HBL aurait en moyenne 15 accidents "durant sa vie professionnelle" ("L'Est Républicain du 26/2/85). Quinze accidents dans une vie de boulot, c'est pas rien !

Mais ce n'est pas tout ! Il y a la silicose, moins spectaculaire, mais beaucoup plus meurtrière et qui ne régresse pas, bien au contraire: elle tue 600 à 700 mineurs par an. Quant à la vie d'une femme de mineur, c'est une vie d'angoisse.

Dans ces conditions, pas étonnant qu'un embauché sur deux quitte la mine quelques mois après y être entré.

(Suite de la page 8)

LES ACCIDENTS MORTELS DEPUIS 1972 DANS LE BASSIN LORRAIN.

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
8	7	4	8	27*	2	6	6	6	2	6	7	7
TOTAL POUR LES CHARBONNAGES DE FRANCE.												
21	31	64**	13	41	12	12	8	16	8	10	18	10
* dont 16 à Merlebach						** dont 42 à Liévin (Nord)						

Le sens de la démocratisation en Amérique Latine

La vague de démocratisation en Amérique Latine que nous avons analysée à plusieurs reprises dans notre presse (1) a, ces derniers mois, donné tous ses fruits avec la disparition des dernières dictatures du continent, mis à part le Chili et le Paraguay (mais ce n'est là que partie remise).

Ce phénomène a confirmé un des points fondamentaux des positions marxistes que notre courant a toujours défendu: il n'y a pas d'opposition irréductible entre fascisme et démocratie qui sont au contraire 2 formes de la dictature de classe de la bourgeoisie. "Le fait même que les hiérarchies politiques qui dominent aujourd'hui n'aient pas éprouvé le besoin d'une phase de dictature et de terreur politique pour extirper le fascisme démontre qu'il n'y a pas une antithèse historique et politique entre elle et lui", écrivions-nous en 1946, en tirant les leçons de la démocratisation en Italie; et le texte continuait: "sous le masque stérile et impuissant de la négation du fascisme, les antifascistes d'aujourd'hui sont ses continuateurs et ses héritiers qui s'approprient passivement toutes les modifications que le fascisme a réalisées dans le milieu social italien"(2).

Dans tous les pays latino-américains, les dictatures ont également cédé la place pacifiquement et sans heurts à la démocratie; mieux même elles ont organisé et contrôlé minutieusement ce changement, comme on peut le constater dans les 2 cas les plus récents (Uruguay, Brésil) et la démonstration serait la même ailleurs.

En Uruguay les élections du 25 novembre, censées signer la mort de la dictature et le début de la démocratie, virent la victoire du parti Colorado, accusé par l'opposition d'être un parti continuateur de la dictature ("allora esta a vista/el Partido Colorado/es el partido continuista": on le voit maintenant/le PC est le parti continuateur", scandaient les manifestants à l'annonce de la victoire des colorados). Mais si le parti Colorado était sans doute le favori des militaires et des USA, c'est en fait tout l'arc démocratique qui est "continuista".

En août 84, tous les partis - Colorado, Blanco, Union Civica et aussi le Frente Amplio regroupant les partis de gauche - signèrent avec les autorités militaires les "accords du Club Naval" et "l'Acte Institutionnel n° 19" qui organisaient le passage à la démocratie et le retour des militaires dans les casernes en laissant subsister le conseil de Sécurité Nationale comme organisme de contrôle du gouvernement ou en prévoyant l'institution de juridictions militaires au cas où le parlement tarderait à réagir en cas "d'état d'insurrection". Les partis démocratiques acceptèrent sans broncher que les militaires décident quel serait leur candidat à la présidence (en emprisonnant le candidat prévu par le parti Blanco ou empêchant le retour de celui du Frente Amplio), refusent de libérer ou de permettre le retour de certains de leurs militants. Le parti communiste accepta de n'être pas légalisé parce qu'il pouvait se présenter sous les couleurs du F.A. La gauche expliqua la nécessité de "payer le prix" pour en finir avec la dictature et pour que puissent se tenir enfin les élections. Après celles-ci, tous les partis, la gauche en tête, insistèrent sur la nécessité d'un grand accord national. Le 18 décembre les partis politiques, syndicats et organisations patronales aboutirent à un accord pour la formation d'un mécanisme de concertation qui devraient définir des points servant d'orientation à l'action du gouvernement démocratique: avec cette Canopro la démocratie uruguayenne cherche à réaliser ce que la dictature était incapable d'assurer, la domination totalitaire du Capital sur la société avec l'intégration dans un véritable parti unique de la démocratie de tous les courants politiques et syndicaux.

Pour arriver à ce résultat mirifique, ce sont les prolétaires et les masses uruguayennes qui ont déjà "payé le prix et la paix forts". Les salaires réels, à l'indice 100 en 1968, n'étaient plus qu'à l'indice 94,3 en 1973, date du coup d'Etat; en 10 ans ils sont tombés à l'indice 52,97 (1983). La chute s'est en fait accélérée après 1982 (année où l'Amérique Latine est atteinte de plein fouet par la crise). Entre novembre 83 et novembre 84, les salaires réels ont encore baissé de 15%. Le transfert correspondant à ces baisses de salaire, c'est-à-dire la ponction du capital sur le travail est estimé à 4,6 milliards de dollars pour ces 10 dernières années (3). La dette extérieure de l'Uruguay est aujourd'hui de plus de 5 milliards de dollars; il n'est pas besoin d'être très perspicace pour deviner où la bourgeoisie va essayer de trouver ces milliards. Déjà le nouveau gouvernement promet à la population "5 années difficiles". Le capitalisme uruguayen aura bien besoin de réunir en un faisceau unique tous les défenseurs de l'ordre établi. Pour les autres, la répression et la mort lente dans les prisons, comme pour ces prisonniers Tupamaros que la démocratie veut garder enfermés, parce "qu'ils ont commis des crimes de sang et parce qu'ils ont été emprisonnés pour leur lutte contre la démocratie et non contre la dictature" (déclaration du nouveau président).

Au Brésil, le passage à la démocratie n'en a pas moins été un processus contrôlé et sans heurts en dépit de la différence d'échelle et de l'importance des tensions qui mûrissent dans le sous-bassement social. Les militaires ont d'abord refusé l'organisation d'élections directes; le mouvement pour les "diretas, ja!" s'est alors effondré piteusement, révélant ainsi qu'en dépit de sa force numérique, il n'était pas un mouvement subversif.

L'élection du nouveau président se fit par l'intermédiaire d'un collège électoral où le parti officiel était très largement majoritaire, mais où cependant le candidat de l'opposition, le gouverneur de l'Etat de Minas Gerais, Tancredo Neves fut élu.

Miracle de la démocratisation que cette conversion subite des caciques du régime à la "volonté populaire" ?

Il faut savoir que ce système permettait d'écartier des candidats d'opposition dont les militaires ne voulaient pas, au profit de la candidature de Neves, vieux cheval de retour de la politique brésilienne, déjà ministre dans différents gouvernements "oligarchiques" des années 50. Neves a le soutien de la plupart des milieux d'affaires et parmi ses "conseillers" on trouve les dirigeants de quelques unes des plus grandes sociétés privées du pays, comme la chaîne de magasins Pão de açúcar, le conglomerat minier Votorantim, ou la grande banque Itau (dont le président est aujourd'hui ministre des affaires étrangères). Mais la victoire de Neves n'a été acquise qu'après la signature d'un accord entre lui, la majorité des dirigeants du parti officiel et les officiers-généraux et commandants des troupes. Ce "compromis avec la nation" portait sur 2 points clés: il n'y aurait pas de "revanchisme" contre les militaires qui gardent au contraire leurs positions dans l'Etat, et les accords internationaux, en particulier financiers, seraient respectés (4). L'accord se matérialise aussi par le choix de Sarney, ancien chef du parti officiel, comme candidat à la vice-présidence sur le "ticket" de Neves. L'idéal de Neves est de réussir une démocratisation "à l'espagnole". Lors d'une réunion de chefs d'entreprise de tout le pays en sa faveur, organisée par la CNI (Confédération Nationale de l'Industrie, organisation de la grande industrie), son président, un "enthousiaste du pacte social qui a fait traduire et diffuser par la CNI le "texte du Pacte de la Moncloa" (l'accord entre les partis, le patronat et l'Etat espagnol) avait invité J.M. Cuevas, président de la CEOE (le CNPF espagnol). Celui-ci a vanté aux patrons brésiliens la "transition démocratique" en Espagne et a expliqué qu'au Brésil aussi, il faut "un processus qui va de la légalisation du parti communiste à la liberté totale de négociation syndicale, en passant par la disparition du contrôle des prix d'exception des produits de première nécessité. Les accords entre patrons, employés et gouvernement sont difficiles, mais nécessaires. Et ils ne signifient pas une rupture avec l'ordre établi. Avec les socialistes, l'Espagne est plus capitaliste que jamais" (5).

La formation du nouveau gouvernement a montré que la "Nova Republica" ressemblait comme une goutte d'eau à l'ancienne, et que le fameux "changement" se limitait à un ravalement de façade. Aux postes les plus importants (et notamment au ministère de l'économie, où il faut donner des gages à la finance internationale) ont été nommés des hommes de "l'ancien régime". "Austérité" est la devise du gouvernement qui a d'autre part appelé à un "pacte social". Et il aura bien besoin de celui-ci pour faire passer celle-là, car la relative reprise économique amorcée par l'augmentation des exportations ramène avec elle le spectre des luttes ouvrières qui avaient reflué pendant la grave récession de 82. La poussée revendicative s'est faite sentir dès l'an dernier où le nombre de grèves a doublé et où ont eu lieu de grandes grèves dans le triangle industriel ABC de Sao Paulo. Contre ces grèves la démocratie n'hésite pas à recourir aux bonnes vieilles habitudes: interdiction de la grève des conducteurs d'autobus de Brasília, à la fin mars. Mais elle peut compter surtout sur les chefs syndicaux, même "radicaux" et oppositionnels. Le 12 avril le fameux Lula (président du Parti des Travailleurs et dirigeant du syndicat CUT) a été contraint de déclencher la grève de 300 000 métallos de Sao Paulo qu'il avait réussi à ajourner jusqu'ici... en raison de l'état de santé de Neves! Mais il a immédiatement réaffirmé son soutien à la "Nova Republica" (6). Un rapprochement entre le syndicat

d'extrême-gauche CUT et le super-bonze Joaquim, dirigeant de la Conclat, s'annonce en fait en vue de la réforme des lois syndicales et de ce fameux pacte social, actuellement en panne en raison de la paralysie du gouvernement entraînée par la maladie de Neves, mais auquel tous sont prêts à participer (7).

Au-delà des grandes tendances de l'évolution historique de l'Amérique Latine (8), le mouvement de démocratisation actuel s'explique par la nécessité urgente pour le capitalisme de mettre en place des amortisseurs sociaux et d'intégrer la classe ouvrière dans l'appareil politique bourgeois. La crise économique a ravagé l'Amérique Latine, elle a terriblement frappé les masses. Mais de nouveaux sacrifices et un surcroît d'exploitation attendent les prolétaires sud-américains, ne serait-ce que pour rembourser la dette extérieure.

La démocratisation n'est donc pas le signe que le sous-continent accède à un stade libéral de développement qui rendrait plus facile et moins douloureux les luttes contre l'exploitation. C'est au contraire une accentuation des tendances anti-prolétaires qui s'annonce par la mise en place des structures de la démocratie impérialiste blindée, avec des côtés répressifs beaucoup plus prononcés que dans les vieilles métropoles où les tensions sociales sont encore amorties. Le Capital mondial qui, par

La politique du tir à bout portant n'a pas réussi à juguler la crise économique, ne faisant au contraire que la rendre plus dure encore en portant au pouvoir les catégories bourgeoises aux intérêts arriérés, qu'il s'agisse des requins brésiliens du café, de la canne à sucre ou de l'élevage ou des trafiquants boliviens de poudre blanche. A l'heure des grands sacrifices, l'impérialisme a besoin d'un allié plus sûr qui sache marier embrigadement idéologique du prolétariat avec une répression policière et militaire mieux ciblée donc plus efficace pour la paix sociale.



ganiser les systèmes financiers, de juguler l'inflation et d'ajuster les paiements internationaux.

"L'Europe a fait la preuve, après la 2^e guerre mondiale de l'énergie nécessaire pour introduire les réformes monétaires (...), elle a montré sa capacité à mettre au point des engagements politiques internes pour surmonter, pendant la phase de reconstruction et de décollage les difficultés du combat pour la répartition du revenu (...). Dans le contexte (de l'Amérique Latine, NDR) la seule attitude réaliste est d'améliorer les mécanismes de la démocratie et de considérer la dette extérieure comme un problème central, mais pas comme l'unique défi auxquels nos pays ont à faire face" (10).

Remettre l'Etat en ordre au moyen de la démocratie, tel est le mot d'ordre de la bourgeoisie; détruire l'Etat et la démocratie, tel sera le défi et l'objectif du prolétariat en lutte pour ses intérêts de classe. Les grèves du Brésil avec celles de Bolivie ou du Pérou sont à cet égard de bon augure parce qu'elles annoncent une reprise à grande échelle des luttes ouvrières dans la région.

IRAN-IRAK

(Suite de la page 1)

néral Audran était particulièrement chargé de ce dossier. Nous avons déjà dit et nous répétons que les actions "terroristes" même si elles attirent l'attention sur les aspects les plus crapuleux des manoeuvres de l'impérialisme français ne sont pas pour autant susceptibles ne serait-ce que d'égratigner superficiellement cette politique de vampire de l'Etat français; pire même elles ne peuvent objectivement que détourner de la nécessaire préparation d'un travail de dénonciation politique destinée à réunir les conditions d'une mobilisation active de forces prolétaires et militantes qui est la seule solution. Mais ce qui apparaît comme prioritaire c'est de dénoncer d'abord la crapuleuse campagne hystérique anti-terroriste menée par l'Etat et ses valets de tout poil alors que la politique d'exportation d'armements français contribue à des massacres qui frappent par centaines de milliers les masses d'Irak et d'Iran.

C'est de dénoncer ensuite cette odieuse politique d'exportation d'armements (politique d'exportation dont les perspectives

l'intermédiaire du FMI, dicte sa loi aux Etats mineurs (9), diffuse aussi ses méthodes de domination de la société. Nous avons signalé l'utilisation faite par la bourgeoisie brésilienne de l'exemple espagnol. Ailleurs (au Pérou, en Amérique Centrale), c'est la social-démocratie allemande qui joue les conseillers. Toujours le premier rôle revient à Washington, surtout quand il s'agit d'accélérer un processus "trop lent". Mais il ne faudrait pas oublier le rôle joué par l'Eglise avec son énorme avantage d'être implantée parmi les masses. De l'ultra-réactionnaire hiérarchie de Chili qui multiplie les pressions sur Pinochet en faveur de la démocratisation, aux théologiens de la libération péruviens ou aux Communautés Ecclésiastiques de Base influentes parmi les syndicats brésiliens et qui constituent les alliés du Lula, elle représente souvent un véritable parti réformiste jouant le rôle de l'opportunisme traditionnel pour empêcher un retour du prolétariat aux méthodes et aux objectifs de la lutte de classe.

Pour conclure, nous laisserons un banquier argentin nous résumer le sens que la bourgeoisie donne à la démocratie (confirmant au passage les thèses communistes): "avec ou sans dette extérieure, avec ou sans FMI, il est essentiel de mettre l'Etat en ordre et d'équilibrer le budget, de redistribuer le revenu, de mener à bien des réformes budgétaires profondes, de réor-

1) cf. "La Democratización Latino-Americana". El Comunista n° 38, "la fonction contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique Latine", PC n°83.

2) "La classe dominante italiana et il suo stato nazionale", Prometeo n° 2 1946, in brochure "Per l'organica sistemazione dei principi comunisti".

3) Chiffres tirés de Ciarin (Buenos-Aires), 16/11/84.

4) Isto è (Sao Paulo) 14/11/84. Ce point démontre le rôle essentiel des milieux financiers internationaux (américains, en fait) dans le processus de démocratisation.

5) Isto è, 5/12/84.

6) "Le Monde", 13/4/85. Pour une analyse du mouvement ouvrier brésilien et du rôle de Lula, du PT, de la Conclat, PC n° 88.

7) Isto è, 26/11/84.

8) cf. El Proletario n° 10.

9) En septembre 83, la direction du FMI avait menacé de "faire disparaître le Brésil dans les caniveaux" s'il ne se conformait pas au programme du FMI, "Le Monde Diplomatique", avril 84.

10) A. Ferrer, (président du CA de Banco de Buenos Aires) in Problèmes d'Amérique Latine n° 74, 4^e trimestre 84.

sont pour l'impérialisme français d'élargir les ventes d'armes à l'Irak ce qui permettrait des profits encore plus juteux" menée par l'impérialisme français en vue de préparer les conditions d'une mobilisation sociale active qui, quelques soient les délais, est le seul moyen pour les travailleurs de France de contribuer à appuyer les actions de résistance prolétarienne des masses d'Irak et d'Iran contre deux Etats également réactionnaires qui les utilisent sans vergogne comme chair à canon. Aujourd'hui à l'occasion du 1^{er} mai la manifestation passe obligatoirement pour les travailleurs et les militants révolutionnaires par la dénonciation de notre propre impérialisme; c'est-à-dire d'une politique de vampire s'engraissant au moyen du massacre des masses d'Iran et d'Irak, massacres qu'il renouveau possible par des exportations systématiques d'armes, massacres qui sont la préfiguration de massacres plus amples encore dans le but de renforcer la domination des privilèges impérialistes si les masses ouvrières ne se dressent pas résolument pour empêcher cette politique de mort et de misère. La perspective du défaitisme révolutionnaire et de la lutte émanicipatrice prolétarienne en Iran et en Irak concerne également les masses travailleuses en France.

De Copenhague à Khartoum

Le Danemark, pays type du consensus social, qui n'avait pas connu de grève de quelque ampleur depuis 12 ans, vient de traverser le conflit social peut-être le plus grave de son histoire.

Après plus de 2 ans d'austérité, le pays aligne pourtant des indices qui témoignent de la bonne santé de son économie: une forte hausse de l'investissement (+20%), une poussée des exportations (+15%), une hausse substantielle de la production industrielle (+4%) ont fait du Danemark le leader de la croissance économique en Europe l'an dernier.

Mais, en régime capitaliste, ce qui est bon pour l'économie est mauvais pour les travailleurs. Et au fur et à mesure que l'économie s'est améliorée, la situation des prolétaires danois s'est détériorée. Grâce à l'esprit de "responsabilité" de la centrale syndicale LO, toute dévouée à la bonne marche du capitalisme, c'est 15% de leur pouvoir d'achat qu'ils ont perdu en 2 ans tandis que les prestations sociales et les assurances chômage (il y a plus de 10% de chômeurs) étaient sensiblement réduites.

La réponse des travailleurs à l'appel à la grève finalement lancée par LO après l'échec des négociations avec le patronat (après 126 jours de négociations!) a donc été massive; elle s'est même transformée en véritable grève générale de fait avec l'entrée en lutte des travailleurs du secteur public. De vastes manifestations, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes - et prenant parfois, selon la presse, "des allures d'émeutes" - se déroulèrent dans tout le pays.

Après le vote par les députés d'une loi fixant, entre autres, une augmentation des salaires de 2% (alors que l'inflation atteint 6%) et le retour obligatoire au travail, près de 100 000 personnes se rassemblèrent autour du parlement, tandis que certains manifestants tentaient d'enfoncer les portes - ce qui provoqua le scandale qu'on peut imaginer parmi tout ce que compte le pays comme défenseurs de l'ordre établi.

A la grande surprise des bourgeois le mouvement de grève s'est poursuivi malgré le vote de la loi et bien que le syndicat se soit évidemment refusé à continuer la grève et qu'il ait au contraire averti que "les grévistes sauvages s'exposent à des amendes de 500 couronnes (environ 400 FF) par jour et au licenciement pour "rupture de contrat". Mais, "tout en reconnaissant le caractère illégal des grèves", les pompiers sociaux de LO plaidèrent la clémence de l'Etat en estimant que les adhérents des syndicats méritaient "des circonstances atténuantes en raison du choc

"que leur a causé l'intervention du gouvernement et du parlement". Inutile d'ajouter que le gouvernement a "salué les propos raisonnables" du syndicat ...

Isolées, inorganisées et sans véritables perspectives les grèves se sont maintenues encore pendant une dizaine de jours avant de refluer, au moins momentanément. Mais au-delà de ce fait immédiat, ces événements auront permis au prolétariat danois de constater que face au front compact de la bourgeoisie et de l'opportunisme, il ne peut compter, pour défendre ses intérêts, que sur ses propres forces, en recourant à ses propres armes de classe: la grève sans limitation de durée ou de catégorie et sans souci de "l'économie nationale".

En même temps que les grèves au Danemark, éclataient les émeutes de la faim au Soudan. Comme au Danemark la cause directe en est la persistance de la crise économique mondiale dont le capitalisme fait reposer le poids sur les travailleurs et les masses exploitées du monde entier. Les effets en sont certes différents dans un pays qui fait partie des métropoles impérialistes les plus développées et au Soudan, où le quart de la population est touché par la famine, où le salaire minimum est de 60 livres par mois (environ 240 FF), où la plupart des entreprises ne tournent qu'à 10 ou 15% de leur capacité. Toute amputation du niveau de vie des masses se transforme en menace pour la survie physique des plus déshérités.

La suppression des subventions pour certains produits de base sous la pression du FMI et de l'impérialisme avide de toucher les intérêts de ses prêts (le service de la dette du Soudan est estimé à 1,2 milliards de dollars par an, soit 150% de la valeur de ses exportations...) et qui s'est traduite par une hausse de 33% du pain, a provoqué des mouvements de grève et des violentes manifestations, réprimées dans le sang par l'armée et la police.

Il est significatif qu'une des principales cibles des manifestants ait été la Fayçal Islamic Bank, une des plus grosses banques du pays, dont les dépôts ont quintuplé depuis sa création il y a 5 ans, grâce à l'instauration du système bancaire islamique (censé supprimer l'enrichissement "abusif") au plus grand profit de sa quinzaine d'actionnaires (personnalités proches du pouvoir avec à leur tête un membre de la famille royale saoudienne). Les manifestants se sont également attaqués à la prison, ont libéré les prisonniers et mis en pièces les instruments de la "justice islamique".

Pour faire face à des difficultés innombrables, à un isolement croissant, le gouvernement soudanais, étroitement dépen-

dant à l'extérieur du bon vouloir de l'impérialisme, avait fait appel en septembre 83 aux Frères Musulmans et avait décrété l'islamisation du pays; puis, à la suite d'une vague de grèves et au développement de l'insurrection dans le Sud du pays, il institua en avril 84 l'état d'urgence qui accordait les pleins pouvoirs à l'armée.

Pendant cette période, les Frères Musulmans contribuent à briser les grèves, participent à la lutte contre les guérillas du Sud en relayant les appels à la Guerre Sainte lancés par le pouvoir, et de façon générale essayent de s'appuyer sur ces sentiments religieux des masses pour redonner une certaine assise populaire au régime. Dictature militaire et loi islamique se conjuguent pour renforcer le despotisme de l'Etat et maintenir l'ordre établi nécessaire à la classe dominante et à ses maîtres impérialistes: USA bien sûr, qui se taillent la part du lion dans ce pays "stratégique", européens évidemment et japonais, mais aussi impérialismes mineurs comme les coréens, les égyptiens et même les chinois qui "accordent" au Soudan un prêt de 300 millions de dollars à la fin de l'année dernière.

Mais la détérioration rapide des conditions de vie de la population alors que les privilégiés bâtissent des fortunes derrière le voile de l'Islam, la répression contre les sectes religieuses concurrentes des Frères Musulmans et contre toute expression de mécontentement ont tôt fait d'attiser la colère parmi de larges couches de la population.

Par ailleurs les échecs répétés de l'armée dans ses offensives contre les guérillas et l'extension de l'insurrection dans le Sud obligent les sociétés pétrolières US à interrompre leurs activités, d'autre part les difficultés occasionnées aux banques étrangères par le système islamique, la faillite économique générale finissent d'inquiéter les milieux impérialistes.

En menaçant au début de l'année d'interrompre leur aide économique les USA imposent un tournant au régime: mise en veilleuse de la loi islamique pour ce qui touche aux opérations économiques, accord avec le FMI sur la suppression des subventions aux produits de base, nomination au ministère de la Défense du général El Dabab, fidèle pro-américain, élimination du gouvernement et arrestation des chefs des Frères Musulmans (le 11 mars), ce qui est le préalable à une négociation avec les insurgés du Sud.

En même temps, à l'occasion de la visite du vice-président Bush en mars, les USA prennent langue avec l'opposition démocratique. Toutes ces mesures et tous ces préparatifs réalisés, Reagan peut inviter

le président Nimeiry aux USA et annoncer la poursuite et l'accroissement de l'aide américaine début avril.

Mais une chose n'était pas prévue dans ce scénario: la violente réaction des masses exploitées qui oblige l'Etat soudanais à reculer après les émeutes en annulant les hausses des prix et qui contraint à une relâche des pouvoirs "à chaud" avec la "prise de pouvoir" par la marionnette des USA, El Dabab. Comme l'armée exerçait déjà la réalité du pouvoir, y compris économique, le changement se limite quasiment à la disparition de Nimeiry, de quelques ministres et à la dissolution du parti unique, ce qui constitue sans doute un reflet des luttes au sein même de la classe dominante.

Cette révolution de palais a cependant suffi aux classes moyennes (professions libérales, etc.) qui avaient semblé un moment être à la pointe de la lutte contre le régime: elles ont repris le travail dès le lendemain de la destitution de Nimeiry alors que les travailleurs et les masses populaires continuaient la grève et les manifestations pour leurs revendications essentielles et menaçaient de déborder les militaires.

Ce fossé de classe apparu au cours même des événements entre l'opposition démocratique et les masses exploitées est un élément précieux pour les luttes futures qu'auront à mener les travailleurs soudanais pour ne pas être frustrés de leur première victoire partielle d'aujourd'hui et pour avancer dans leur combat contre l'exploitation, et bien que toutes les forces politiques, parti communiste en tête, se préparent déjà à tenter de combler ce fossé et manoeuvrent pour voler leur victoire aux masses.

La coïncidence des luttes des masses soudanaises avec les luttes ouvrières au cœur de l'impérialisme - coïncidence qui n'est accidentelle qu'à première vue - montre en perspective l'unité profonde de la lutte de classe à l'échelle internationale. Elle laisse deviner la puissance qu'aurait l'action internationale des travailleurs et le véritable drame que représente aujourd'hui l'absence d'une organisation internationale prolétarienne qui soit l'expression et l'instrument de cette action. L'urgence de faire les premiers pas vers cette organisation, vers ce parti révolutionnaire international qui puisse unifier le prolétariat par delà les frontières et refaire une vérité concrète du slogan des communistes "la classe ouvrière est internationale", c'est ce qui ressort des événements de Khartoum et c'est ce à quoi nous invitons les militants révolutionnaires de tous les pays. ●

40 ANS APRES LA VICTOIRE ALLIEE, POUR LA DEFAITE DU CAPITALISME MONDIAL

(Suite de la page 1)

elles pu dépasser l'horizon strictement bourgeois de la constitution d'Etats nationaux et de l'extension du capitalisme à l'ensemble de la planète. Mais du même coup elles y ont créé les conditions du développement de la lutte de classe moderne et augmenté par dizaines de millions le nombre du prolétariat mondial.

Aujourd'hui la crise a ramené de nouveaux heurts entre les classes, les ravages de la crise du capitalisme qui s'y font sentir avec beaucoup plus d'acuité que dans les métropoles impérialistes y entraînent des explosions de colère et des vagues de luttes ouvrières ouvertes et violentes. Les nouveaux Etats bourgeois ont hérité de l'expérience politique de la bourgeoisie internationale: ils sont nés directement "fascistes", c'est-à-dire avec la domination maximum de la vie sociale, l'intégration des syndicats, le parti unique qui ne fait souvent qu'un avec l'Etat et l'armée. A la différence des pays impérialistes, la bourgeoisie ne dispose pas le plus souvent de la possibilité d'accorder quelques miettes à certaines couches et donc d'atténuer les contradictions sociales, d'instaurer des amortisseurs sociaux et de payer des défenseurs professionnels de la paix entre les classes, donc de voiler sa domination totalitaire sur la société par un paravent démocratique. Les oppositions de classe s'y expriment sans fard, contraignent les masses prolétariennes et exploitées à descendre dans la rue et à s'affronter directement à l'Etat bourgeois.

Pour ne se limiter qu'aux derniers mois, si ce n'est aux dernières semaines, les explosions sociales se sont succédées d'un bout à l'autre du globe; du Sri-Lanka aux Philippines, de l'Afrique du Sud au Soudan, de l'Amérique Centrale aux Caraïbes (Jamaïques, République Dominicaine), du Pérou et de l'Argentine à la Bolivie, on assiste à

l'éclatement successif tantôt de foyers, tantôt de véritables incendies prolétariens dans des pays qui étaient récemment encore le théâtre de mouvements exclusivement populaires, même si évidemment ils intéressent aussi les masses immenses de réserves et d'éléments semi-prolétariés caractéristiques de la situation de ces pays.

Nous avons déjà mis en évidence quelques aspects fondamentaux de ces événements:

- il s'agit d'un phénomène de nature internationale par ses causes comme par ses manifestations: on n'a plus affaire à des épisodes isolés et occasionnels, mais à une chaîne d'éruptions toujours plus proches dans le temps et dans l'espace,

- alimentés par la persistance et l'approfondissement du cycle de crises, ces véritables tremblements de terre tendent à prendre des proportions toujours plus vastes et des formes toujours plus spectaculaires; à l'échelle mondiale, ils deviennent donc des facteurs aggravants de la crise économique avec des effets potentiellement d'autant plus profonds qu'ils touchent les anneaux les plus faibles du capitalisme,

- partant de la périphérie du monde bourgeois, ils tendent nécessairement à converger vers son cœur, là où l'avance de la crise démolit peu à peu l'édifice des "garanties" de "l'Etat-providence". Ils ne se contentent pas de montrer au prolétariat des pays "centraux" la voie des affrontements de classe, ils contribuent à les y pousser. Prenant la relève des luttes anti-impérialistes, ces luttes ébranlent tout l'équilibre mondial des Etats bourgeois de façon beaucoup plus profonde, et tendent à secouer la torpeur et l'apathie politique régnant encore parmi les prolétaires des métropoles: les grandes grèves de ces derniers mois au cœur de l'Europe et, au premier plan, celle des mineurs britanniques en sont le témoignage éclatant.

Sur le plan des rapports inter-impérialistes, l'intensification des tensions et des contradictions internes au mode de production capitaliste, les manifestations de plus en plus aiguës du chaos de la société bourgeoise - et la reprise économique américaine tant attendue n'a fait qu'exacerber ces contradictions et ce chaos - se traduisent par une course accélérée vers la préparation d'un troisième conflit mondial et l'éclatement de toute une série de conflits locaux et régionaux. A l'Est comme à l'Ouest, les fissures à l'intérieur des alliances issues de la dernière guerre s'élargissent et de nouveaux alignements de forces se préparent. Dans sa tournée européenne pour commémorer la victoire de 1945, Reagan se trouve confronté au front inattendu de ses alliés contre les nouvelles orientations stratégiques américaines, tandis que la perspective d'une guerre économique avec le Japon se précise; la France de son côté se demande ouvertement comment empêcher que l'Allemagne ne quitte l'Europe et se tourne vers l'Est au moment où l'URSS a fort à faire pour freiner l'attraction irrésistible de la RDA vers la RFA et pour éviter l'effritement du Pacte de Varsovie.

40 ans après la défaite des puissances de l'Axe et le repartage du monde qui a suivi, les contradictions insolubles du capitalisme en crise travaillent à remettre en cause le statu-quo politique et social mondial. Le cycle ouvert en 1945 dont parlait le texte cité s'achève. Pour que la classe ouvrière profite de l'occasion historique pour imposer sa solution à la crise - la révolution communiste internationale - contre la solution bourgeoise - une troisième guerre mondiale débouchant sur un nouveau repartage du monde et un nouveau cycle d'accumulation - la vigueur et la spontanéité ne suffisent pas; il faut encore l'orientation politique et l'organisation donc le parti mondial de la révolution, armé du

programme historique de la révolution communiste qui - pour reprendre les paroles de Trotsky - s'appuie sur toute l'histoire du passé du prolétariat, qui prévoit théoriquement les voies de développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire pour que ce dernier se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, ses erreurs.

Doter la classe ouvrière internationale de son parti en renouant avec le programme et les principes du communisme, voilà la tâche qui attend les militants prolétariens d'avant-garde dans la période qui vient avant que ne se repose à nouveau l'alternative historique, guerre ou révolution.

1) Perspectives de l'après-guerre. "Programme Communiste" n° 84-85. ●

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

ADRESSE UNIQUE (France)
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :
Editions programme
12, rue du Pont
1003 LAUSANNE

LE TROTSKYSME OU LA QUEUE DE L'OPPORTUNISME

L'approfondissement de la crise capitaliste ouverte en 1974 et la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche en 1981, ne manquent pas d'avoir des répercussions dans le mouvement ouvrier et dans les organisations qui prétendent le représenter. Répercussions dont on peut mesurer l'évolution à travers des oppositions syndicales, comme l'exemple de la négociation sur la flexibilité l'a montré, à l'intérieur des syndicats (CFDT, FO), dans les rapports PC-PS par la remise en cause de la stratégie du programme commun, par l'apparition de révoltes brèves et violentes (sidérurgie et automobiles), à l'intérieur des partis de gauche (courant des rénovateurs du XXV^e congrès), par la baisse du taux de syndicalisation qui n'est pas que le résultat de la crise économique, et enfin par les théorisations tout azimut sur la nouvelle révolution industrielle, le nouveau rôle du syndicalisme, les nouvelles solidarités, etc. pour ne citer que les manifestations les plus visibles de ce processus.

Ces faits, même s'ils ne constituent pas une évolution qualitative de la situation politique et sociale, sont à prendre en considération pour comprendre l'attitude des groupes politiques situés traditionnellement depuis 1968 à l'extrême-gauche de l'échiquier politique et notamment les groupes trotskystes comme LO, la LCR et le PCI trotskyste, ex-OCI pour ne citer que les plus importants du point de vue numérique.

Cette question mérite d'être abordée pour trois raisons essentielles.

1) Le rôle de ces groupes dans le mouvement ouvrier, et en particulier sur le plan syndical, pour minoritaires qu'ils soient par rapport au PCF, a une importance du point de vue de l'influence qu'ils peuvent exercer sur une partie du prolétariat; par exemple sur les travailleurs combattifs en rupture avec l'opportunisme ou en tout cas en opposition quant à la politique d'austérité et de rigueur.

2) Leur politique commune prend racine dans un bilan faux du stalinisme. Le programme de transition, élaboré par Trotsky en 1938 qui sert de base aux mouvements trotskystes, conduit ceux qui s'en font les continuateurs à répéter de manière caricaturale l'opportunisme tactique de la 3^e Internationale qui a entraîné sa dégénérescence. Sur le plan politique cela se traduit par le suivisme vis-à-vis de l'opportunisme stalinien et social-démocrate et la revendication de la démocratie ouvrière comme garantie d'un "socialisme non bureaucratique". En pratique ces groupes sont des obstacles à la constitution d'une véritable force de classe ayant rompu tout lien avec la politique bourgeoise menée par les agents "ouvriers" de la bourgeoisie au sein du prolétariat. La critique de leur position politique revient donc dialectiquement à montrer, quelle est la véritable nature du parti de classe et quelles sont les tâches qu'il doit remplir pour préparer l'assaut victorieux de la révolution communiste.

3) Enfin, l'évolution de ces groupes politiques doit permettre également de vérifier concrètement les analyses politiques avancées par notre organisation dans le passé et par voie de conséquence, confirmer le cadre politique, théorique et programmatique dont ils proviennent, à savoir nos thèses de 1951-52: ce qui ne nous est pas indifférent étant donné la crise que nous avons subie.

Pour conclure cette introduction nous soulignons que cette critique est d'autant plus impérative que ces groupes se réclament du communisme révolutionnaire, de la révolution d'octobre et conservent formellement dans leur programme, la revendication de la dictature du prolétariat et de la révolution communiste internationale. Par ailleurs, elle s'inscrit dans un combat politique qui est loin d'être achevé étant donné que la liquidation théorique du trotskysme n'empêche pas son cadavre de s'agiter dans les luttes immédiates de toute nature. Encore une fois le mort saisit le vif !

Dans une brochure intitulée "la LCR propose des mesures anticapitalistes pour changer de cap", la section française de la 4^e Internationale nous présente un mini programme de gouvernement qui ressemble comme deux gouttes d'eau au programme commun d'union de la gauche. Nous ne nous attarderons pas sur les détails de ce dernier, dont le but avoué était d'impulser par le biais de réformes politiques et économiques un dynamisme nouveau au capitalisme français et de le moderniser; on parlait alors de "changer la vie" pour ouvrir la voie au socialisme. Le fait le plus marquant est qu'en se rapprochant de l'échéance du 10 mai 1981 et ensuite la pratique gouvernementale a peu à peu rongé les velléités de changements purement bourgeois qui étaient prévus dans le texte initial. Ceci ne saurait surprendre; d'une part parce que le rêve de tout réformisme, qu'il soit bourgeois ou ouvrier, d'harmonie universelle entre les individus et les classes est absolument contraire à la réalité immédiate et historique des sociétés bourgeoises. D'autre part, ce rêve conduit inévitablement à vouloir réglementer par des codes et des programmes, les rapports sociaux selon des schémas qui sont sans cesse dépassés par la lutte des classes en constante évolution. Nous ne nions pas que les mesures prises par tel ou tel gouvernement ne restent pas sans incidence sur le cours de la société bourgeoise et notamment par une redistribution de la plus-value entre les différentes classes sociales en présence, sur le dos, bien entendu, du prolétariat du point de vue de ses intérêts immédiats de classe et à plus forte raison du point de vue de ses intérêts historiques et généraux. Parler de réforme en ce sens est donc relativement faux puisqu'il faudrait montrer en quoi les mesures prévues par le programme commun auraient abouti à un développement substantiel et positif (élargissement des forces productives, accroissement des forces prolétariennes) pour le prolétariat en tant que classe; au contraire, la prévision et sa réalisation effective trahissent davantage les besoins d'un capitalisme s'efforçant de rattraper son retard vis-à-vis de ses concurrents impérialistes (Allemagne, Japon, Italie et Angleterre) et qui cherche à s'appuyer pour cela sur les couches les plus dynamiques, y compris au sein du mouvement ouvrier. Nous nions par conséquent qu'il puisse être d'une utilité quelconque pour le prolétariat en tant que classe distincte du reste de la société bourgeoise. Nous ajouterons que la tradition historique de la bourgeoisie française n'a plus à rien à voir avec celle de 1789 et de la "grande révolution française" qui fait l'admiration des derniers jacobins, les amis de monsieur Marchais; elle s'inscrit totalement dans la grande peur bourgeoise de 1871, de la Commune de Paris qui a définitivement retiré au radicalisme petit-bourgeois ses poussées subversives et plébiennes pour laisser la place à

l'enflure du discours en particulier quand il s'agit de défendre les valeurs éternelles de la République et de la Nation comme en 1914, 1939 ou en 1954 alors qu'il s'agissait de guerres impérialistes et coloniales. Pour le reste, les républiques successives (de la 3^e à la 5^e) ne sont que l'histoire de la défense et de la préservation des mille et un intérêts de la bourgeoisie française.

Le parcours politique de la gauche au pouvoir reflète cette opposition entre les intérêts généraux et particuliers de la bourgeoisie et des couches et demi-classes qui la composent ou la soutiennent comme on a pu le voir sur des questions aussi différentes que l'école, l'immigration, la réforme fiscale, les nationalisations; par contre le budget militaire, la réforme de la police et les centrales nucléaires font l'objet de controverses nettement moins vives qui portent plus sur des questions de technique et d'efficacité.

Si tout le monde rêve d'un Etat fort, tous se disputent aussi la manne étatique qui alimente partis, syndicats, administrations publiques et privées et associations diverses. N'en doutons pas, la LCR réclamera aussi sa quote-part, étant donné qu'après avoir payé un certain prix, il est normal d'escompter les bénéfices de sa propre action. Dans "Rouge" du 12/4/74, la LCR expliquait savamment que le gouvernement ouvrier n'est plus "une étape nécessaire" de la conquête du pouvoir, mais il peut être un "trempin" vers celle-ci "à condition que les travailleurs prennent conscience (souligné par nous) de la nécessité de déborder le cadre étroit du programme commun en allant de l'avant sans "compromission". Pour ce faire il aurait suffi de refuser "les compromis, les ouvertures à la bourgeoisie", "les gouvernements de coalition", exiger "la dissolution de l'assemblée", "l'expropriation des grands trusts", "combattre le sabotage économique de la bourgeoisie, organiser la vigilance ouvrière contre les complots réactionnaires". Sans entrer dans le détail des illusions traditionnelles du trotskysme, il suffit de poser la simple question de savoir qui ? doit réaliser toutes ces choses, pour remettre cette phraséologie révolutionnaire à sa vraie place. Le PCF et le PS ? mais c'est contradictoire avec les déclarations de la LCR sur le fait que les réformistes ne veulent pas agir contre la bourgeoisie. Les travailleurs ? mais ils sont encadrés par l'opportunisme qui reste "prisonnier" des intérêts bourgeois. Alors, la LCR ? Là c'est carrément le délire ! Heureusement il y a Krivine, le plus malin d'entre les trotskystes, qui nous dira: "les trois à la fois, à condition que les révolutionnaires sachent présenter au bon peuple, le bon programme qu'il fera aller de l'avant sans compromission", rédacteurs, à vos pupitres !

Le fin du fin de la tactique trotskyste c'est d'adapter le programme révolutionnaire à la situation actuelle si bien qu'.... il finit par se confondre avec le

programme commun lui-même.

Cette tactique ne tombe pas évidemment du ciel; elle est la conséquence directe que le mouvement trotskyste tire de son bilan du stalinisme, qui le conduit à parler de "crise de direction", de "trahison des chefs", "d'usurpation du socialisme par la bureaucratie" en réduisant son analyse aux seuls facteurs subjectifs. Pour le reste, le capitalisme étant en "crise permanente" depuis 1914, il est inutile de perdre son temps à comprendre les facteurs objectifs qui attachent le prolétariat à l'opportunisme officiel. Logique avec cette position, la LCR idéalise le prolétariat et s'adresse à lui pour le prendre à témoin de son honnêteté, de sa bonne volonté de le servir le mieux qu'il peut. Prédication morale s'il en est. La LCR propose donc une série de recettes transitoires, une sorte de socialisme à crédit, dont le mécanisme de la démocratie ouvrière permettrait au prolétariat de choisir le meilleur programme. Que cette vision n'est pas une invention de notre part le manifeste de "Rouge" paru en 1972 le montre aisément: "aucun parti, qu'il soit majoritaire ou pas ne peut imposer ses vues aux ouvriers ou intervenir en tant qu'appareil politique dans les affaires de l'Etat ouvrier". Il y a donc l'Etat ouvrier d'un côté et les appareils politiques de l'autre. Une sorte d'Etat ouvrier libre, quoi ! qui nourrirait les appareils politiques en fonction de leur production intellectuelle et socialiste, cela va de soi !

Même son de cloche dans le n°160 (1972) à propos des syndicats: "si chaque tendance respecte les décisions prises par la majorité... alors il n'y aura plus de division, alors les travailleurs pourront déjouer les manœuvres bureaucratiques au mieux de leurs intérêts". Une chose est sûre, si les trotskystes avaient été plus nombreux que les stalinien, ils auraient quand même pris la pâtée.

Alors que la guerre entre les classes, qu'elle soit ouverte ou larvée, est une lutte impitoyable pour défendre les intérêts diamétralement opposés qui cherchent à soumettre l'ennemi ou à le détruire, la LCR s'efforce, elle, de tracer des limites et des règles chevaleresques pour un combat à la loyale. Pourquoi y-a-t-il des manœuvres bureaucratiques ? Pourquoi les appareils politiques investissent-ils "les affaires" du soi-disant Etat ouvrier à la sauce LCR ? De quels intérêts sont-ils porteurs ? Pourquoi les décisions ne sont pas respectées ? Parce que les canons de la démocratie ouvrière sont foulés au pied ? ou parce que des intérêts de classe bien réels poussent à les contourner ou à les violer si cela devient nécessaire ? La LCR ne répond pas à ces questions parce qu'il ne lui suffirait pas de dénoncer platoniquement le réformisme, il lui faudrait agir contre le réformisme dans chaque épisode de la lutte et voir toutes ses absurdes rêveries réduites à néant.

Il ne reste donc plus qu'à se lamenter, soit-disant par souci pédagogique et tactique vis-à-vis des masses, sur "les contradictions suicidaires dont est porteur le projet réformiste" ("Rouge" n°1), puisque "multiplier les compromis et les reculades" en refusant de s'appuyer sur les mobilisations ouvrières c'est creuser sa propre "tombe" (Rouge Hebdo n° 251) et continuer à pleurer aujourd'hui en affirmant que "continuer à accepter la logique de la crise, c'est là au contraire qu'est le danger" (la LCR propose, page 6). Si dans les années qui ont suivi Mai 68, le gauchisme type LCR pouvait encore, malgré son programme invariant de suivisme et d'opportunisme, faire illusion par une phraséologie bâtie avec les pavés de Mai 68, l'évolution de ce groupe vers l'électoratisme le plus plat, combiné avec un soutien critique au gouvernement de gauche et une dénonciation simultanée des aventuristes de tous bords, dont elle nous a donné un autre exemple en condamnant le meurtre d'Audran par AD-RAF dans le plus pur style du pacifisme bélant, montre que pour elle la revendication de la dictature du prolétariat et la préparation révolutionnaire pour la prise du pouvoir relèvent de la pure formalité afin de

se mettre en règle avec ses prétentions révolutionnaires et aussi de justifier sa propre existence en-dehors des grands partis de l'opportunisme officiel. Le trotskysme est bel et bien l'aile gauche du PC et du PS et n'a rien à voir avec le prolétariat révolutionnaire. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 81, le peu de vernis révolutionnaire qui restait a fondu comme neige au soleil et la seule perspective de la LCR est de barrer la route à la droite "car nul ne doit s'y tromper le retour de la droite au pouvoir sonnerait l'heure d'attaques anti-ouvrières de bien plus grande ampleur que ce que nous connaissons aujourd'hui". C'est pourquoi "la LCR présente ici ses propositions pour de telles mesures d'urgence (le double du programme commun :NDR). Chacun (sic!) pourra alors honnêtement (re-sic!) apprécier si oui ou non une politique est possible, pour peu qu'existe la volonté de la mettre en pratique et que les travailleurs se mobilisent pour la faire aboutir". Certes nous sommes d'accord sur le fait que le retour de la droite au pouvoir signifierait la continuation de l'exploitation des travailleurs sous d'autres formes que celles actuelles sans nous arrêter sur l'ampleur prophétisée par la LCR étant donné que l'amplitude d'un mouvement dépend de son impulsion initiale; ce que cherche à cacher justement les amis de monsieur Krivine. Mais que dire de la proposition de mesures d'urgence soumise à la volonté (de qui?) de les mettre en pratique et de la mobilisation des travailleurs autour d'un programme qu'ils pourraient apprécier honnêtement ? Mais c'est exactement ce que dit la gauche; de même qu'elle se cache derrière les travailleurs, les forces bourgeoises et la démocratie pour expliquer que "Paris ne s'est pas construit en un jour".

A quoi aboutit en définitive la "tactique" politique suivie par la LCR ? Tout simplement à se faire le dernier défenseur du programme commun jusqu'au bout, saupoudré d'un zeste de l'antique programme de transition. Ironie de l'histoire, les as du débordement "du cadre trop étroit du programme commun" se voient contraints de lutter pour que cette étroitesse ne soit pas réduite à néant. Qui a débordé qui ? Mais nous dira-t-on, tout ceci n'a qu'une importance relative, car ce qui importe en dernière analyse c'est la mobilisation des travailleurs. Pourquoi ? parce que le capitalisme étant en crise permanente, seuls les facteurs subjectifs, la Volonté, ont au fond un poids décisif pour l'issue de la lutte.

C'est sans doute la raison pour laquelle la LCR préfère nous prévenir tout de suite "qu'il soit clair encore une fois qu'il n'y a rien dans l'orientation proposée d'une impossibilité de caractère économique". Normal, pour qui croit que la planification nationale de l'économie, c'est déjà du socialisme. La politique étant l'art de déjouer les mauvaises volontés qui s'opposent à cette construction harmonieuse tout droit sortie des cartons des experts de la LCR.

Mais comment mobiliser les travailleurs, puisqu'il ne suffit pas de tracer des contre-plans sur la comète ? Réponse: 1) "en ne lâchant pas d'un pouce sur les revendications élémentaires"; 2) "en s'opposant à toute révision en baisse des revendications"; 3) "en développant une mobilisation unitaire et coordonnée"; 4) "en ne laissant aucun répit au PS et au PC pour exiger des comptes sur leurs actes"; 5) "en défendant la voie de la rupture avec la loi du profit".

Quelle énergie ! Quelle volonté ! Mais creusons un peu pour en savoir plus.

Qu'est-ce que la mobilisation unitaire et coordonnée ? "... l'idée d'une action d'ensemble de tous les travailleurs". Mais encore ? Quels ennemis devront affronter les travailleurs qui se mobilisent ? Quels obstacles empêchent l'unité des travailleurs ? Pourquoi les syndicats négocient la baisse du pouvoir d'achat des travail-

(Suite en page 9)

Puits Simon : produire vite, ça tue !

(Suite de la page 5)

Revenons maintenant à l'accident du 25/2/85: les syndicats locaux CGT et CFDT soulignent qu'une fois de plus l'accident a eu lieu un lundi, après que le front de taille eut été préparé au plus vite afin que la haveuse puisse arracher le charbon. Ils affirment qu'il y avait peu de matériel respiratoire de sécurité sur le front de taille: 7 masques seulement pour un chantier de plus de 20 mineurs. Ils affirment enfin qu'à l'endroit de l'explosion les moyens de détection du grisou les plus modernes, les grisoumètres, n'avaient pas été installés: la direction du puits avait jugé que c'était impossible parce que la veine était trop petite ! Bref, ici, c'est le charbon que la direction a choisi, au risque de sacrifier les mineurs. Même un délégué de FO affirme ("Le Monde" du 27/2/85) que "l'augmentation des rythmes d'exploitation ordonnée par la direction pourrait, peut-être, être à l'origine de certaines négligences".

Ajoutons enfin que la formation individuelle à la sécurité n'existe pas. Or

la direction sait très bien qu'un mineur ayant moins de 5 ans d'ancienneté est le plus exposé à un accident individuel.

Certes, avec la venue de la gauche au pouvoir, un débat sur le charbon a bien eu lieu. Mais il a surtout porté sur l'assainissement de la situation financière des Charbonnages de France. Comment y parvenir sinon en poussant à l'augmentation des rendements, sans dépenser plus pour la sécurité des mineurs ? Voilà comment on peut perdre de vue le danger permanent du coup de grisou.

Pour la droite comme pour la gauche, il faut faire produire plus vite et à meilleur marché. C'est la loi du capitalisme. La sécurité, dans ces conditions, n'est qu'accessoire. Et, s'il arrive un accident, ces messieurs se précipitent au chevet ou aux obsèques des victimes.

Aujourd'hui, ils peuvent tranquillement faire leur cinéma et leur baratin. Mais s'ils le font, cela montre aussi qu'ils ont peur que les mineurs et la classe ouvrière toute entière leur arrache leur masque de comédien.

leurs ? Quel doit être le contenu de la lutte ? Inutile d'attendre une réponse à ces questions qui exposerait d'une façon concrète les moyens de parvenir à ne pas lâcher d'un pouce sur les revendications élémentaires, etc.

Si tout ne se réalise pas selon les vœux de nos agitateurs chevronnés c'est parce que les chefs trahissent, que les directions syndicales ne respectent pas la démocratie ouvrière, que le gouvernement de gauche mène une politique suicidaire et plie devant les patrons alors qu'il aurait tout à gagner de soulever l'enthousiasme des masses ouvrières, que les masses ouvrières ne sont pas assez conscientes des recules de ceux qu'elles ont élu le 10 mai et sans doute qu'elles ne comprennent pas que les amis de monsieur Krivine sont honnêtes et sincères dans leur désir de les aider à faire la révolution.

Les masses veulent la révolution; les chefs ont peur de la révolution. Il faut donc pousser les masses à faire pression sur les chefs et la pression sur les chefs fera

bouger les masses. Et ainsi de suite ad vitam eternam. Cercle vicieux de l'immédiatisme qui prend ses désirs pour des réalités et s'efforce sans cesse de se mettre en accord avec l'état d'esprit des masses pour mieux ruser avec les chefs.

Agiter la nécessité de la lutte sans indiquer clairement les voies qu'elle doit suivre, les ennemis auxquels elle devra s'opposer revient à endosser un imperméable pour faire pleuvoir. Pas un fois dans cette brochure il n'est question de l'utilisation de la grève comme arme fondamentale. La dénonciation de l'opportunisme ne dépasse pas l'avertissement de principe sur la sois-disante incapacité des directions syndicales et politiques à satisfaire les besoins des travailleurs; alors qu'elles mènent en réalité une politique bourgeoise qui subordonne les intérêts des travailleurs aux intérêts du capitalisme français.

La LCR bavarde et brandit la menace d'une mobilisation ouvrière. La gauche peut dormir sur ses deux oreilles; le verbalisme radical et incantatoire ne l'effraie plus, au contraire il lui sert de ra-batteur. N'est-il pas de meilleure démon-

stration pratique de ce que nous montrions il y a 15 ans ? "Voilà pourquoi le gauchisme actuel ... n'a pas de programme unitaire, voilà pourquoi son développement est synonyme de marchandage politique: "... ses deux racines sont en réalité ... le "réformisme et l'anarchisme: il prend à l'un "et à l'autre, oscille perpétuellement entre ces deux pôles et essaie tant bien que "mal d'adapter ce mélange puant à la "lutte immédiate" (1).

Réformiste, quand elle dresse le catalogue des mesures étatiques à prendre pour rompre, parait-il, avec la logique du profit tout en affirmant qu'il n'y a pas d'impossibilité économique à leur application, anarchiste quand elle pousse les travailleurs à se mobiliser autour des revendications qui sont autant de transitions et de conquêtes vers le socialisme, la LCR n'a d'autre avenir historique que de faire obstacle à la constitution d'un parti réellement révolutionnaire.

Au lieu de la lutte directe contre le capital et ses gestionnaires ouvriers qui suppose un combat permanent dans tous les épisodes de l'affrontement

entre les classes pour dénoncer ceux qui sont les agents objectifs et conscients de l'asservissement ouvrier à la paix sociale et qui travaillent chaque jour à empêcher, par divers procédés et moyens idéologiques, politiques, économiques et organisationnels, l'unité et l'indépendance du prolétariat; la LCR et ceux qui lui ressemblent, agitent des mots d'ordre transitoires, et surtout incantatoires, censés élever le niveau de conscience des travailleurs et leur donner une compréhension concrète de la révolution, exigent des codes de conduite relatifs à la démocratie ouvrière pour faciliter l'unité entre les travailleurs et finissent lamentablement par se décharger de leurs propres responsabilités sur l'ample mouvement social à venir grâce auquel les travailleurs pourront prendre en main les affaires du pays. Qui est idéaliste ? Qui nage dans l'abstraction la plus totale ? Qui est à des années-lumière non seulement de la révolution mais même de la réalité la plus élémentaire de la lutte immédiate pour y parvenir.

1) PC 48-49, avril-septembre 1970, "bilan du gauchisme".

LES LEÇONS DE LA GUERRE MONDIALE

Le texte (1), dont nous publions les extraits ci-dessous, a été écrit en 1945 avant la fin du conflit. Il tire cependant les enseignements fondamentaux de la guerre et la configuration internationale qui en découlera. Il s'attache à démasquer le mensonge d'une guerre menée par la Démocratie contre le Fascisme et démontre que si les fascistes ont perdu la guerre, le fascisme lui, l'a gagné. A la fausse antithèse Démocratie ou Fascisme, il oppose la vraie question: défense du capital ou lutte de classe. C'est une leçon qui n'a rien perdu de son actualité.

Lors de la seconde guerre mondiale, l'opportunisme victorieux dans les rangs de la III^e Internationale a donné un mot d'ordre beaucoup plus défaitiste que celui des sociaux-démocrates démasqués par Lénine. Selon le plan des nouveaux opportunistes, la bourgeoisie obtient non seulement une trêve de classe pendant toute la guerre jusqu'à la défaite du monstre nazi, mais même une collaboration directe aux gouvernements nationaux et aux nouveaux organismes internationaux pour toute la période historique suivante, dont on n'entrevoit pas le terme. Pendant toute cette période, le prolétariat mondial devrait veiller, en compétition avec toutes les institutions de l'ordre établi, à ce que le péril fasciste ne renaisse pas, collaborant par ailleurs à la reconstruction du monde capitaliste dévasté par la guerre (la guerre de l'axe, bien entendu). Donc l'opportunisme ne promet même plus de revenir à une action de classe autonome après le conflit impérialiste.

Cette collaboration à la reconstruction et à l'accumulation capitaliste n'est en réalité que le plus féroce asservissement des travailleurs à une double extorsion: celle qui engendre le profit normal et celle qui ira reconstruire la valeur colossale du capital détruit.

Cette phase coûtera plus aux classes dominées à d'autres égards que la guerre ne leur a coûté de sang, et la nouvelle organisation internationale, à laquelle la bourgeoisie veut assurer l'appui du prolétariat sous prétexte de garantir la sécurité et la paix, sera le premier exemple d'un appareil mondial de conservation destiné à perpétuer l'oppression économique et à briser toute tentative révolutionnaire.

Un parti communiste internationaliste aurait aujourd'hui les mêmes tâches que les groupes de la II^e Internationale qui luttèrent de 1914 à 1919 contre l'opportunisme. Dans l'édification de son programme politique, il aura à préciser ses jugements et ses opinions sur tous ces phénomènes qui dominent le tournant historique que nous traversons en cohérence parfaite avec les traditions du marxisme révolutionnaire. Ce sont là des points capitaux.

Il est historiquement normal que la classe bourgeoise réussisse à faire combattre la classe ouvrière pour ses propres postulats, non seulement quand ceux-ci ont une portée révolutionnaire comme en 1789 en France, en 1848 en Allemagne, en 1905 et en février 1917 en Russie, mais même dans des tournants moins décisifs de l'histoire du capitalisme. A peine les masses prolétariennes avaient-elles assumé leur tâche d'allié de la bourgeoisie et tentaient-elles de jouer un rôle autonome sur la lancée des événements, que la bourgeoisie employait le pouvoir d'Etat nouvellement conquis pour les disperser et les écraser, sans même ressentir le besoin de liquider les cadres politiques professant des idéologies de gauche. C'est ce qui se produisit en France en juin 1848 et en 1871; en Allemagne en 1918, et en Russie en 1917 et 1920, pour la première fois sans succès. Après ces enseignements de l'histoire, le parti de classe du prolétariat doit être capable de prévoir ce qui se passera après cette guerre: pendant le conflit la bourgeoisie des pays alliés a invité le prolétariat à lui prêter main-forte contre le fascisme, et cette invitation a rencontré un large écho

puisqu'il ne sont pas seulement des chefs opportunistes qui lui ont répondu dans tous les pays, mais même des groupes de partisans généreux induits en erreur. Eh bien, comme cela s'est déjà produit dans de nombreux pays "libérés", ces invitations seront suivies d'une répression, aussi résolue que celle du fascisme, contre toute tentative des formations armées irrégulières d'atteindre des buts propres et de garder localement le pouvoir conquis pendant la lutte contre les Allemands et les fascistes.

Le mouvement syndical lui-même sera emprisonné exactement de la façon inaugurée par le fascisme, c'est-à-dire par une reconnaissance juridique tendant à le transformer en organe de l'Etat bourgeois. La coïncidence entre le plan du révisionnisme réformiste (labourisme en Angleterre; économicisme en Russie; syndicalisme en France; syndicalisme réformiste à la Cabri-Bonomi et ensuite à la Rigola-d'Aragona en Italie) qui consistait à vider le mouvement ouvrier de tout contenu de classe et le plan du syndicalisme fasciste, le corporatisme mussolinien ou hitlérien, apparaitra alors dans toute son évidence. La seule différence qui les sépare est que la première méthode correspondait à une phase où la bourgeoisie pensait seulement à se défendre, et la seconde à une phase où elle dut passer à l'offensive sous la pression accrue du prolétariat. Dans aucun des deux cas elle n'a avoué faire oeuvre de classe, prétendant vouloir satisfaire certaines revendications économiques des travailleurs et réaliser avec eux une collaboration de classe.

La contre-offensive a accéléré l'absorption insidieuse du mouvement ouvrier par la pieuvre étatique, passant ensuite à sa démolition ouverte et violente. Elle s'est généralement vérifiée dans les pays vaincus ou durement éprouvés par la guerre. Cette fois, la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien de laisser sans contrôle les territoires des pays battus; elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que des organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années, elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit.

Seront contrôlés ainsi non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. De plus, on établira une dictature des grands Etats. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial; ils n'auront plus ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni à plus forte raison de forces militaires appréciables, susceptibles d'être librement utilisées.

Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles, qui s'inspirait de l'hypocrite idéologie wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient de l'oppression nationale et coloniale parallèle à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, cessant de simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression étatique, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impérialistes comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies à l'égard des métropoles blanches.

Au lieu d'un monde de liberté, la guerre aura engendré un monde de plus grande oppression. Lorsque le fascisme, apport de la phase la plus récente de l'économie bourgeoise, eut lancé son défi politique et militaire aux pays où le mensonge libéral, quoiqu'historiquement dépassé pouvait encore circuler, le libéralisme agonisant n'eut plus que deux possibilités: ou adopter les méthodes du fascisme, ou subir la victoire des Etats fascistes. La guerre ne fut donc nullement un conflit entre deux idéologies ou deux conceptions de la vie sociale, mais la progression nécessaire de la nouvelle forme politique de la domination bourgeoise, encore plus totalitaire et autoritaire, encore plus résolue à tous les efforts contre la révolution.

En 1914-1918, le mouvement de la classe ouvrière réagit de façon insuffisante aux suggestions de la propagande bourgeoise, toute entière mobilisée pour présenter la guerre impérialiste comme un conflit entre deux idéologies, deux destins différents du monde moderne. En 1939, la guerre fut présentée de manière analogue, et le mouvement est tombé dans le piège de façon bien plus grave encore. Pour l'avenir de l'Internationale révolutionnaire, il est indispensable que la position critique du prolétariat sur la question de la guerre soit restaurée.

Les Etats militaires n'entrent pas en conflit pour imposer au monde des régimes sociaux et politiques semblables aux leurs. C'est là une conception volontariste, et téléologique: l'accepter, c'est abandonner le marxisme. La guerre a indubitablement des causes sociales, et son issue militaire s'insère comme un facteur de première importance dans le processus de transformation de la société internationale, même si on l'interprète dans un sens matérialiste et de classe; mais quiconque croit que les guerres peuvent s'expliquer par les théories misérables que les présentent comme étant des "croisades" a renié le marxisme. Ce n'est pas la férocité ou l'ambition des chefs civils et militaires qui décide des guerres; pour le moins, il faut choisir entre cette explication de l'histoire et l'explication marxiste qui lui est radicalement opposée: voilà le dilemme.

(...) Le nazisme voulait contraindre les Etats ennemis à choisir entre le désastre militaire ou la concession d'une partie adéquate de l'espace exploitable de la planète à l'Allemagne, le concurrent capitaliste détesté. Mais les capitalistes d'Angleterre et d'Amérique (surtout l'Angleterre) subirent impassement les revers militaires de la guerre-éclair, misant avec une assurance incroyable sur la lointaine victoire finale en dépit de la gravité du risque. Ce fait historique constitue une des plus étonnantes utilisations du potentiel de toute l'histoire, mais en même temps le plus grand triomphe du principe de conservation des rapports existants, et la plus grande victoire historique de la réaction.

Les Etats de l'axe, surtout l'Allemagne, concevaient leur succès comme le résultat d'un compromis imposé à l'ennemi sur la base des schémas de l'impérialisme fasciste mondial. C'est pourquoi ils ne tentèrent même pas d'écraser l'Angleterre comme ils auraient peut-être pu y parvenir si, au lieu de lancer des attaques centrifuges dans toute l'Europe, en Afrique et vers l'Orient russe, loin de s'assurer des gages pour leur chantage historique, ils avaient mis toutes leurs ressources en oeuvre contre elle après Dunkerque. Comme le sentait bien la bourgeoisie ultra-industrielle de l'Allemagne hitlérienne, l'écroulement de cette métropole séculaire aurait submergé le capitalisme mondial, ou du moins l'aurait plongé dans une crise effroyable, car il aurait mis en mouvement les forces de toutes les classes et de tous les peuples mar-

tyrisés par l'impérialisme et la guerre, et peut-être inversé l'orientation sociale et politique du colosse russe encore inactif.

Dans cette situation, la propagande de l'axe mit une sourdine à ses thèmes anticapitalistes dissonnants pour se consacrer entièrement à la dénonciation du bolchevisme. Elle tentait d'éveiller la solidarité des bourgeoisies ennemies en brandissant la perspective des conséquences révolutionnaires d'une victoire russe. Elle finit par contribuer à la désorientation des forces révolutionnaires du prolétariat qu'elle induisait une nouvelle fois à attendre la révolution non pas de la guerre de classe, mais d'une issue donnée de la guerre des Etats, mais elle ne réussit pas à ébranler les dirigeants du capitalisme anglo-saxon. Justement confiants dans la puissance de leur propre économie et dans leur réel avantage social et politique mondial, ils ont adopté sans hésitation ni scrupule les méthodes totalitaires et centralisatrices de l'adversaire avec un rendement technique, politique et militaire supérieur au sien; pendant six ans ils ont prophétisé et préparé la ruine militaire de leur ennemi, dont ils ont été à la fois les vainqueurs et les exécuteurs testamentaires.

Cette victoire créera les bases d'une continuation de l'ère impérialiste-fasciste; cette superstructure du capitalisme prévaudra dans tous les grands pays du monde, appuyée sur une constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats mineurs de race blanche. La nouvelle Russie entre évidemment dans cette constellation; il semble qu'on n'y admette pas la France, mais en dépit des malédictions rhétoriques dirigées contre lui, l'impérialisme allemand pourrait bien y occuper une meilleure position que les classes dominantes de pays plus petits non seulement ennemis, mais alliés, car il a donné de meilleurs résultats dans l'expérimentation en grand de la forme la plus moderne de contrôle de l'économie capitaliste et réalisé le type le plus parfait d'Etat monopoliste. Et dire que cette guerre barbare, féroce, et maudite aurait été une croisade rédemptrice pour libérer l'humanité de la domination de cet impérialisme!

Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions: l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dressât la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui regroupât les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix et en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traités opportunistes.

1) Extrait de "Eléments d'orientation marxistes".

IMPRIMERIE

IMPRE
30, rue de Lingolsheim
67810 Holtzheim
Distribué par les NMPP
n° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926.

FORCE, VIOLENCE ET DICTATURE DANS LA LUTTE DE CLASSE

Face à la campagne hystérique antiterroriste qui se précise et qui est menée aujourd'hui par l'ensemble des forces étatiques, politiques et idéologiques de la bourgeoisie en France, il nous semble utile de republier des extraits d'une analyse d'Amadéo Bordiga publiée entre 1946 et 1948 dans la revue "Prométéo".

Cette analyse menée sur les bases du marxisme révolutionnaire montre notamment que la violence dans les sociétés de classe ne se limite pas à des explosions brutales et spectaculaires qui n'en sont que l'expression la plus ouverte. Elle se manifeste également de manière plus subtile et plus profonde par la mise en place de rapports codifiés qui permettent d'imposer sur le plan social, culturel, juridique et politique les règles édictées par la classe dominante pour défendre ses privilèges, soumettre les masses exploitées et de les convaincre du caractère normal de leur aliénation, sans pour autant négliger d'agir en permanence la menace du recours à la violence pour les exploités qui sortiraient du "droit" chemin pour lutter contre leur aliénation fondée sur leur exploitation, leur expropriation et son morbide cortège de misère, de larmes, de malheurs et de souffrance. Car la violence de la domination d'une classe par une autre se traduit également, en plus de l'arsenal militaire, policier, juridique et judiciaire, par les licenciements, les huissiers qui viennent frapper à la porte (quand ils en ont) des démunis, les accidents du travail, une mortalité précoce pour les masses exploitées.

Aussi est-il important de rappeler tout cela pour lutter contre la fable selon laquelle les attentats viendraient troubler un "ordre calme et paisible". Ce "calme" là, il repose de manière ininterrompue sur la menace officielle du recours à la force exercée par l'Etat, l'usage de la force par les voies légales et paralogues de la bourgeoisie, l'aliénation des travailleurs et leur asservissement par tous les moyens idéologiques (l'idéologie dominante d'une société n'est-elle pas celle de la classe dominante dans celle-ci ?) et matériels sur lesquels le capital se fonde pour extorquer du surtravail et réaliser d'immenses profits sur le dos des masses laborieuses et sans réserves dans le monde entier.

Comme le rappelait l'introduction de notre brochure qui republiait il y a 15 ans l'analyse de A. Bordiga, "le texte développe une idée fondamentale pour nous, à savoir que le rôle de la violence et de la force coercitive dans le domaine social doit être reconnu non seulement lorsque l'organisme humain subit une violence physique brutale, mais chaque fois que les actions des individus subissent une contrainte du simple fait qu'elles tombent sous la menace de sanctions violentes. Cette contrainte, dont l'apparition dans l'histoire est inséparable des premières formes d'activité productive dans un cadre social organisé, est un facteur indispensable de développement et est présente dans toute la succession historique des institutions et des classes: il ne s'agit pas pour nous de l'exalter ou de la condamner sur la base de canons moraux ou esthétiques, mais de la reconnaître et d'évaluer son importance dans la succession des époques et des situations".

Ce qui est rappelé en 1946-48 reste plus que jamais valable aujourd'hui.

Dans l'histoire des groupes sociaux, on reconnaît l'usage manifeste de la force matérielle et de la violence quand on constate, entre les individus et entre les groupes, des conflits et des affrontements qui, sous des formes variées, aboutissent à la lésion et à la destruction matérielles des individus physique.

Quand cet aspect de l'histoire sociale apparaît à la surface, il provoque les manifestations les plus diverses d'horreur ou d'enthousiasme, sources banales des différentes mystiques qui successivement remplissent et encombrant la pensée des collectivités.

Quelles que soient les appréciations opposées qu'on en donne, il est évident que la violence entre les hommes constitue non seulement une donnée essentielle de l'énergie sociale, mais un facteur intégrant, sinon toujours décisif, de toutes les mutations des formes historiques.

Pour ne pas tomber dans la rhétorique et la métaphysique en nous égarant parmi les nombreuses religions et philosophies qui oscillent entre les a-priori du culte de la force, du surnaturel, du peuple élu, et ceux de la résignation, de la non-résistance et du pacifisme, il nous faut remonter à la source de rapport matériel qu'est la violence physique et en reconnaître le mécanisme fondamental, dans toutes les formes d'organisation sociale, même quand elle agit à l'état latent, comme pression, comme menace, comme préparation armée, déterminant des effets historiques de portée considérable, même avant l'effusion de sang, même au-delà d'elle, même sans qu'elle ait lieu.

(...) Si nous passons du domaine des phénomènes mécaniques à celui des organismes vivants, de la biophysique et de la biochimie, nous y retrouvons des manifestations et des transformations bien plus complexes, qui font que l'animal naît, s'alimente, grandit, se meurt, se reproduit, lui aussi utilise la force musculaire dans sa lutte contre le milieu physique et contre d'autres êtres animés de la même espèce ou d'espèces différentes.

Dans ces contacts matériels et dans ces heurts brutaux, les membres et les tissus de l'animal sont atteints, sont déchirés, et dans les cas les plus graves, l'animal meurt.

On considère communément que le facteur de la violence a fait son apparition lorsque la lésion organique est provoquée par un animal qui fait usage de sa force musculaire sur un autre. Le langage courant ne parle pas de violence lorsqu'une avalanche ou un orage tuent des animaux, mais seulement lorsque le loup de la fable dévore l'agneau ou se bat contre un autre loup qui réclame sa part.

Peu à peu l'acceptation commune de ces faits généraux tombe dans le piège des morales et des mystiques. On déteste le loup, on pleure sur le petit agneau. Puis on arrivera à justifier tranquillement qu'on tue ce même agneau et qu'on le pré-

pare pour la nourriture des hommes mais on poussera des cris d'horreur devant les cannibales; on condamnera l'assassin, mais on exaltera le combattant, et il en va de même pour tous les cas de blessures et de déchirures dans la chair vivante, parmi lesquels nous pourrions inscrire, à la suite de nos juges, armés de leurs différentes morales, l'intervention du bistouri chirurgical dans le bubon gangréne.

(...) Dans les communautés humaines primitives, le réseau des rapports entre les individus s'enrichit progressivement. La variété plus grande des besoins et des moyens pour les satisfaire, la possibilité qu'ont les êtres de communiquer entre eux grâce à la différenciation du langage produisent tout un ensemble de rapports et d'influences qui dans le monde animal ne pouvaient exister qu'à l'état d'ébauches.

(...) La société organisée commence à naître et le principe d'ordre et d'autorité fait son apparition.

Ce n'est plus seulement par la force musculaire que les individus les plus doués physiquement et les mieux pourvus d'énergie nerveuse imposent aux autres des limites fixes dans l'emploi de leur temps et de leur travail comme dans la jouissance des biens d'usage acquis. On commence à établir des règles auxquelles la communauté se soumet et qui sont respectées sans qu'il soit besoin d'employer à chaque fois la coercition physique: il suffit de menacer la transgresseur éventuel d'une sévère punition et, dans les cas extrêmes, de mort.

L'individu qui, poussé par son animalité primitive, voudrait se soustraire à ces règles, doit ou bien engager un combat corps à corps avec le chef et probablement avec les autres sujets auxquels ce dernier ordonnerait de le soutenir pour faire appliquer la sanction ou bien fuir la collectivité, mais dans ce dernier cas il serait contraint de satisfaire ses besoins matériels moins abondamment et en courant plus de risques qu'il ne pourrait le faire au sein de la communauté, du fait des avantages de l'activité collective organisée, même de façon rudimentaire.

L'animal humain commence son évolution historique, qui n'est ni uniforme ni continue, certes, et qui connaît des crises et des retours en arrière, mais qui est dans l'ensemble irréversible. De son état premier de liberté individuelle illimitée, d'autonomie totale, il en vient à être de plus en plus soumis à un réseau de plus en plus étroit de liens qui prennent le caractère et le nom d'ordre, d'autorité, de droit.

Le sens général de l'évolution est de rendre moins fréquents statistiquement les cas où la violence entre les hommes s'exerce sous sa forme cinétique, avec la lutte, la sanction corporelle, l'exécution capitale, mais aussi de rendre deux fois plus fréquents les cas où la mesure autoritaire est exécutée sans résistance, parce que son objet soit par expérience qu'il n'a pas intérêt à s'y soustraire.

(...) Le matérialisme dialectique met au contraire en relief, de façon scientifique, l'importance de la force et l'influence de ce facteur, soit quand il se manifeste ouvertement dans les guerres des peuples et des classes, soit quand il ne s'applique qu'à l'état potentiel, grâce au fonctionnement du mécanisme de l'autorité, du droit, de l'ordre établi, du pouvoir armé; il explique son origine et l'extension de son emploi par les rapports qu'entretiennent les individus du fait de la tendance et de la possibilité de satisfaire leurs besoins.

(...) Ce qui constitue l'élément essentiel de ce qu'on a coutume d'appeler la civilisation, c'est que l'individu le plus fort consomme davantage que l'individu le plus faible; jusqu'ici on reste dans le domaine des rapports de la vie animale et, si on veut, la "nature", que les théories bourgeoises présentent comme un bon metteur en scène, a bien fait les choses, car des muscles plus forts impliquent aussi un plus gros estomac et plus de nourriture; mais d'autre part le plus fort s'arrange de façon que le plus faible fournisse une plus grande quantité de travail et lui-même une moins grande quantité. Si le plus faible refuse de voir l'autre manger plus que lui et travailler moins, ou même pas du tout, la supériorité musculaire le soumet et le contraint par dessus le marché à subir les coups.

L'élément distinctif de la civilisation, disions-nous, c'est donc que ce rapport simple se réalise une infinité de fois dans tous les actes de la vie en commun, sans qu'il soit nécessaire d'employer la force coercitive sous sa forme actuelle et cinétique.

(...) Continuons ce rapide exposé, dont le lecteur même peu entraîné à l'analyse marxiste comprendra qu'il doit être nécessairement schématisé. Il arrive un moment où le *minus habens* non seulement n'oblige plus son exploitateur à user de la force pour lui faire exécuter des ordres, mais a appris à répéter que la révolte serait la plus grande infamie parce qu'elle compromettrait les règles et les ordres dont dépend le salut de tous: alors - chapeau bas! - le Droit est né.

(...) L'homme a d'abord soumis l'animal d'une autre espèce. Ce n'est qu'après des durs combats et le sacrifice des dompteurs les plus audacieux que le taureau sauvage a été pour la première fois soumis au joug. Par la suite, il n'est plus besoin d'une violence en acte pour que l'animal baisse la tête. Son effort puissant multiplie par dix la quantité de céréales dont dispose le maître, et le boeuf reçoit une part de la récolte pour se nourrir et pour entretenir sa vigueur musculaire.

L'*homo sapiens* évolué ne tarde pas à transposer ce rapport à son semblable: c'est ainsi que naît l'esclavage. L'adversaire vaincu dans un conflit personnel ou collectif, le prisonnier de guerre malmené et blessé, est obligé par de nouvelles violences à travailler selon le même contrat syndical que le boeuf; au début il se révolte, rarement il peut terrasser son adversaire et lui échapper; à la longue ce qui devient normal, c'est que l'esclave, pourtant plus vigoureux que son maître - tout comme le boeuf - subisse sa domination et fonctionne comme un animal, à ceci près qu'il peut fournir une gamme de services beaucoup plus étendue.

Les siècles passent et ce système construit sa propre idéologie, il est théorisé: le prêtre le justifie au nom des dieux, le juge, par ses sanctions, interdit qu'il soit violé. Il y a une différence et une supériorité de l'homme de la classe opprimée sur le boeuf: c'est que l'on ne pourra jamais apprendre au boeuf à réciter, le plus spontanément du monde, un catéchisme racontant que la traction de la charrue est plus lui un immense avantage, une saine joie civique, un accomplissement de la volonté de Dieu et de la sainteté des lois, et jamais il n'arrivera que le boeuf en donne acte en déposant son bulletin dans l'urne.

(...) Franchissant des millénaires et évitant de répéter l'examen des formes historiques successives des rapports de production, des privilèges de classe, du pouvoir politique, nous en venons à appliquer ce résultat et ce critère à la société capitaliste actuelle.

Il est ainsi possible de combattre l'immense truquage, le terrible mécanisme qui permet l'assujettissement idéologique des masses aux sinistres volontés des minorités dominantes. Le ressort fondamental de toute cette machinerie, c'est "l'atrocisme", c'est-à-dire la mise en lumière (d'ailleurs corroborée par de considéra-

bles falsifications des faits) de tous les épisodes d'oppression matérielle où les rapports de force ont fait que la violence sociale est apparue au grand jour et s'est exercée jusqu'au bout: coups, fusillades, tueries et - ce qui devait sembler le plus infame, si cette mise en-scène n'avait réussi au-delà de toute espérance à crétiniser le monde - massacre atomique.

Il sera ainsi possible de rendre leur juste place, leur valeur qualitative et quantitative prépondérante, aux cas innombrables où la domination aboutit également à la misère, à la souffrance, à la destruction à large échelle de vies humaines, tout en s'exerçant sans résistance, sans heurts et - comme nous le disions au début - sans effusion de sang, même dans les pays et les période où semblent dominer la paix sociale et la tranquillité, que tous les vendus de la propagande écrite et orale célèbrent comme la réalisation pleine et entière de la civilisation, de l'ordre et de la liberté.

Comparer l'importance de ces deux facteurs - violence en acte et violence en puissance - nous permettra de montrer que, c'est le second qui est prédominant. C'est sur cette base seulement qu'on peut construire une doctrine et une lutte capables de briser les limites de ce monde d'exploitation et d'oppression.

(...) Dans sa critique, le socialisme scientifique a clairement montré que la grande transformation sociale produite par le capitalisme (transformation historiquement mûre qui engendrera à son tour des développements grandioses) ne peut en aucun cas être définie comme une libération radicale des grandes masses ni comme un bond en avant sensible de leur niveau de vie. La transformation des institutions ne concerne que le mode de répartition et d'organisation de la petite minorité dominante privilégiée.

(...) A ce propos il nous faut une fois de plus rectifier la portée du déterminisme historique professé par les marxistes, contre une déformation courante. Rien de nouveau ici: tout au plus confirmons-nous à partir de faits récents des théories bien connues. Il s'agit de corriger cette déformation, plus tenace que la gale et autres maladies contagieuses, qui réduit le problème à l'échelle mesquine de l'individu et prétend que tout homme tend à adopter en politique, en philosophie, en religion, des opinions dérivant de sa situation économique et qui suivent mécaniquement le ressort de ses appétits et de ses intérêts. Le grand propriétaire terrien sera bigot, réactionnaire et droitier, l'affairiste bourgeois conservateur en économie, mais parfois, ou du moins jusqu'à hier, vaguement progressiste en philosophie et en politique, le petit-bourgeois plus ou moins démocrate, et enfin le travailleur matérialiste, socialiste, révolutionnaire.

Un tel marxisme, revu et corrigé à l'usage démocrate-bourgeois est bien commode pour les optimistes qui voudraient en conclure que puisque les travailleurs soumis à l'exploitation économique forment la grande majorité de la population, ils ne tarderont pas à avoir entre leurs mains les organes représentatifs et exécutifs et bientôt la richesse et le capital. Naturellement pour mieux faire tourner le manège, ils trouveront avantageux de faire pencher vers la gauche les opinions, les croyances, les mouvements politiques, en combinant des alliances et autres mic-macs avec le borbier des couches intermédiaires, qui évolueraient progressivement et se prononceraient contre la politique et les privilèges des classes dominantes.

Le marxisme n'a rien à voir avec cette caricature stupide. Quand il parle de superstructures idéologiques, politiques, mystiques, qui s'expliquent par la base matérielle des conditions et des rapports économiques, il définit une loi et une méthode qui ont une portée générale et sociale. Pour expliquer la signification des idéologies dominantes à une époque historique déterminée, chez un peuple gouverné selon un régime déterminé, nous devons fonder notre analyse sur les données de la technique productive et des rapports de répartition des biens et des produits, sur les rapports de classes entre groupes privilégiés et collectivités de producteurs.

Bref, et pour aller plus vite, la loi du déterminisme économique, dit que dans une époque donnée, la pensée politique, philosophique et religieuse la plus accréditée et la plus suivie est celle qui correspond aux intérêts de la minorité dominante qui détient dans ses mains le privilège et le pouvoir.

(...) Lorsqu'un type de société et de production entre en crise et que dans le domaine de la technique et de la production se dressent des forces qui tendent à en faire éclater les limites, les conflits de classe se font plus aigus et se reflètent dans l'apparition de nouvelles doctrines oppositives et subversives, qui sont condamnées et combattues par les institutions dominantes. Quand une société est en crise, la phase qui commence se caractérise entre autres par le nombre relativement toujours plus restreint des privilégiés qui bénéficient du régime en vigueur; et pourtant l'idéologie révolutionnaire ne prévaut pas dans la masse, mais dans une minorité d'avant-garde, où convergent même des éléments de la classe dirigeante. Du fait de la force d'inertie, du fait des formidables moyens dont toute classe dominante dispose pour fabriquer les opinions, la masse ne changera pas d'idéologie, de philosophie, de religion que longtemps après la chute des anciennes structures de domination. On doit même affirmer qu'une révolution est vraiment mûre lorsque l'inadéquation d'un système de production devient un fait réel et physique, de sorte que ce système entre en contradiction avec les intérêts matériels non seulement de la classe opprimée, mais même de larges couches de la classe privilégiée; et pourtant l'opinion dominante dans son effrayante inertie réactionnaire, continue de rabâcher les vieux dogmes, tant dans la masse qui en est la victime, que parmi les couches supérieures qui sont les dépositaires du régime.

(...) Or, les forces capables de mobiliser les opinions de la masse dans un sens conforme aux intérêts de la classe privilégiée sont, dans la société capitaliste, beaucoup plus puissantes que dans les sociétés pré-bourgeoises. Ecole, presse, discours publics, radio, cinéma, associations de toute sorte, représentent des moyens cent fois plus puissants que ceux dont disposaient les sociétés des siècles passés. En régime capitaliste, la pensée est une marchandise, et on la fabrique sur mesure en utilisant des installations et des moyens économiques suffisants pour sa fabrication en série. Si l'Allemagne et l'Italie ont eu des ministères de la Propagande et de la Culture populaire, la Grande-Bretagne institua au début de la guerre le ministère de l'Information pour monopoliser et encadrer toute la circulation des nouvelles. Celle-ci était déjà entre les deux guerres le monopole du puissant réseau des agences de presse anglaises: aujourd'hui, bien entendu, ce monopole est passé outre-Atlantique. Aussi longtemps que le sort de la guerre fut favorable aux Allemands, la production quotidienne de bobards et de mensonges de l'usine anglaise d'informations atteignit un niveau à faire pâlir d'envie les organisations fascistes.

(...) Dans l'organisation journalistique actuelle, les versions d'un événement sont déjà toutes prêtes avant même qu'il n'arrive et quand il semble que l'un des informateurs a raison contre l'autre, il s'agit pourtant toujours d'un menteur: c'était le malheureux événement qui devait se produire selon l'un des schémas convenant

à tel ou tel Etat, à tel ou tel parti. Ce facteur social de la manipulation des idées, qui va de la fausse nouvelle à la critique et à l'opinion toute faite, ne doit pas être pris à la légère. Il s'inscrit dans la foule des violences virtuelles, qui ne prennent pas la forme de violences brutales imposées par des moyens coercitifs, mais qui sont toutefois le résultat et la manifestation de forces réelles, qui déforment et modifient des situations de fait.

Le type de la société bourgeoise démocratique moderne, qui d'ailleurs ne plait pas dans l'usage de véritables violences "cinématiques" policières et militaires, et qui l'emporte là encore sur les anciens régimes trop calomniés, bat aussi le record pour ce qui est de l'usage de la violence "virtuelle" (comme il bat le record pour la production et la concentration de la richesse). C'est ainsi que tout en semblant choisir librement leurs confessions, leurs opinions et leurs croyances, des groupes de masse en arrivent à agir contre leurs propres intérêts objectifs, et à accepter les justifications théoriques de rapports et d'actes sociaux qui en réalité les réduisent à la misère ou même vont jusqu'à les détruire.

Le passage des formes pré-bourgeoises à la société actuelle a donc augmenté et non diminué l'intensité et la fréquence du facteur de l'oppression et de la violence.

Et quand le marxisme exige, pour les raisons que nous avons dites, que ce processus historique fondamental soit pleinement achevé, il n'entend nullement oublier ou contredire cette position fondamentale.

C'est seulement à partir de critères en accord avec ceux que nous avons établis qu'il faut juger et déchiffrer le problème actuel et brûlant d'une transformation du mode d'administration et de gouvernement de la bourgeoisie, qui correspond à l'apparition des régimes totalitaires dictatoriaux et fascistes.

Il ne s'agit pas là d'un changement de classe dominante et encore moins d'une rupture révolutionnaire dans le mode de production. Quand on en fait la critique, il faut donc se garder de tomber dans les erreurs vulgaires qui, dans la ligne des déviations du marxisme que nous avons réfutées ici, amèneraient à attribuer à la forme et à la phase de la démocratie parlementaire une intensité et une densité moins grandes de la violence de classe.

(...) Mais ce qui nous intéresse, c'est de montrer que même dans de longues phases d'administration pacifique de la domination capitaliste, la force de classe ne cesse d'être présente et que son influence virtuelle contre les écarts éventuels d'individus isolés, de groupes organisés ou de partis, reste le facteur primordial pour la conservation des privilèges et des institutions de la classe dominante. Parmi les manifestations de cette force de classe, nous avons déjà cité non seulement tout l'appareil d'Etat avec ses forces armées et sa police, même quand elle garde l'arme au pied, mais tout l'arsenal de mobilisation idéologique servant à justifier l'exploitation

bourgeoise, avec l'école, la presse, l'église et tous les autres moyens avec lesquels on fabrique l'opinion des masses. Cette époque de tranquillité apparente n'est parfois troublée que par de pacifiques manifestations des organisations de classe prolétariennes, et après le défilé du 1^{er} mai le bon bourgeois peut dire, comme dans les vers du poète: "Grâce à Dieu et au préfet de police, on s'en est encore tiré cette fois-ci". Lorsque les troubles sociaux se font plus menaçants, l'Etat bourgeois commence à montrer sa puissance par des mesures de défense de l'ordre. Il y a une expression technique de la police d'Etat qui donne une bonne idée de l'usage de la violence virtuelle: "la police et les troupes sont consignées dans les casernes". Ce qui signifie qu'on ne se bat pas encore dans les rues, mais que si l'ordre bourgeois et les droits du patronat étaient menacés, les forces armées sortiraient de leurs cantonnements et ouvriraient le feu.

La critique révolutionnaire ne s'est jamais laissée tromper par les apparences de civilité et de paisible équilibre de l'ordre bourgeois. Depuis longtemps elle a montré que même dans la république la plus démocratique, l'Etat politique constitue le comité d'administration de la classe dominante, balayant ainsi les stupides théories selon lesquelles, depuis la destruction du vieil Etat féodal, cléricale et autocratique, la démocratie électorale aurait permis la naissance d'une forme d'Etat où tous les membres de la société ont autant de droits à être représentés et protégés, quelle que soit leur condition économique. L'Etat politique, même et surtout l'Etat représentatif et parlementaire, est un instrument d'oppression. On peut le comparer à un réservoir d'énergie, apte à contenir à l'état latent les forces de domination de la classe économique privilégiée dans les situations où la révolte sociale ne tend pas à exploser, mais surtout apte à déchaîner les énergies sous forme de répression policière et de violence sanglante dès que le sous-sol social commence à être ébranlé par les premières secousses révolutionnaires.

Tel est le sens des analyses classiques de Marx et d'Engels sur les rapports entre la société et l'Etat, c'est-à-dire entre les classes sociales et l'Etat. Toutes les tentatives pour ébranler ce pilier de la doctrine de classe du prolétariat furent écrasées par la restauration des valeurs révolutionnaires réalisées par Lénine, Trotsky et l'Internationale Communiste aussitôt après la première guerre mondiale. De même que cela n'a pas de sens scientifiquement, d'établir l'existence d'un quantum d'énergie potentielle si on ne peut prévoir qu'elle passera ultérieurement à l'état cinétique, de même la définition marxiste du caractère de l'Etat politique bourgeois n'aurait aucun sens et aucune cohérence si elle ne correspondait pas à la certitude qu'à la phase culminante cet organe de puissance du capitalisme ne pourra manquer de déchaîner à l'état actuel toutes ses ressources contre l'élan de la révolution prolétarienne.

(...) La collaboration des classes, c'est la mort des énergies révolutionnaires. La démocratie est une collaboration

de classes en paroles, le fascisme est une collaboration de classes en fait. Nous sommes en plein dans cette phase historique. La reprise de la lutte des classes surgira dialectiquement d'une phase ultérieure, mais en tout cas qu'il soit bien établi elle ne peut pas naître d'une lutte des classes laborieuses pour le retour au libéralisme, où elles n'ont rien à gagner, même relativement.

Cet exposé se réfère surtout à l'emploi de la force, de la violence et de la dictature par les classes dominantes; il n'épuise pas la question de leur emploi par le prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir et dans l'exercice de ce pouvoir, point important qui sera traité par la suite. Mais, pour rester encore un instant dans le domaine des formes bourgeoises de dictature, il est bon de préciser que lorsque nous parlons de méthode fasciste, totalitaire et dictatorial de la bourgeoisie, nous nous référons toujours à des actions et à des structures collectives: nous n'attachons aucune importance particulière aux personnes des dictateurs, qui occupent si fort l'attention du public habilement conditionnée, et avec le même effet, par les partisans et par les adversaires.

En plein déroulement de la dernière guerre, deux des "grands" ont quitté la scène: Roosevelt et Churchill; et dans l'ensemble rien n'a changé pour autant dans le cours des événements. Laissons de côté l'Italie, où le fascisme et l'anti-fascisme ont eu quelque chose de clownesque (le premier modèle d'une innovation fait toujours rire, comme les premières automobiles qu'on peut voir au musée par rapport aux voitures modernes de série). En Allemagne, la personne d'Hitler représentait un facteur superflu du puissant déploiement de forces nazi; un jour le régime soviétique réussira parfaitement à se passer de Staline; et quant à cet autre impressionnant appareil énergétique, celui du Japon, il était fondé sur des castes et sur des classes sans chef personnel.

On ne peut échapper au déluge de mensonges dont l'opinion publique actuelle est abreuvée, qu'en pourchassant impitoyablement le fétiche de l'individu: non seulement l'individu d'en bas, l'homme de la rue, l'homme ordinaire, mais aussi l'individu des sommets, le plus brillant, celui qu'illumine en plein les feux des projecteurs, le Chef, le Grand Homme.

Que nous vivions dans une époque d'auto-gouvernement des peuples, même les oies n'y croient plus.

Mais nous ne sommes pas non plus gouvernés par quelques grands hommes: nous sommes gouvernés par un tout petit nombre de grands Monstres de classe, les plus grands Etats du globe, instruments de domination dont l'immense pouvoir pèse sur tous et sur tout. Tout en accumulant sans mystère des énergies potentielles, ils se préparent, aux quatre coins de l'horizon, à déployer des forces cinétiques immenses et écrasantes dès que la conservation des institutions actuelles le réclamera, et sans hésiter le moins du monde devant des scrupules humains, moraux et légaux, devant les principes idéaux sur lesquels croissent du matin au soir les Tartuffes ignobles et stépidés des diverses propagandes.

Lutte Ouvrière: les roquets des chiens de garde

Dans notre journal précédent nous avons expliqué que les attentats attribués à la mouvance AD-RAF ainsi que la campagne hystérique antiterroriste menée par les forces bourgeoises servait de révélateur notamment pour ce qui concerne les positions politiques d'une certaine pseudo-extremegauche (cf. les dames patronesses du social-pacifisme, "le Proletaire" n° 381).

Comme nous l'écrivions, "cette dernière pour se démarquer des actions "terroristes" bascule dans l'allégeance la plus totale vis-à-vis de l'ordre impérialiste et se range derrière une conception par principe pacifiste des rapports sociaux ce "qui revient à abandonner le monopole de la force aux tenants de l'ordre capitaliste "et à leurs laquais opportunistes". Il y a dans une telle position une logique obéissante qui conduit inévitablement à se soumettre toujours plus à la bourgeoisie en s'alignant derrière l'opportunisme politique et social qui, en parfait contre-révolutionnaire professionnel, chante le grand air de la collaboration de classe sans hésiter à frapper durement et à briser physiquement toute tentative de lutte radicale prolétarienne. A cet égard le journal Lutte Ouvrière s'enfoncé davantage encore dans une infecte déchéance politique. Ainsi dans son numéro du 30 mars 85 ce groupe qui ose se prétendre "révolutionnaire" franchit, sous la signature de Arlette Laguiller, un point de non retour, en commentant l'attentat revendiqué par les BR contre un conseiller de la CISL responsable d'une proposition tendant à abandonner l'échelle mobile des salaires et à faciliter, de la sorte, la baisse du pouvoir d'achat des masses travailleuses. Et Laguiller de monter sur ses grands chevaux en annonçant: "voilà donc l'aboutissement de la politique terroriste: une exécution au sein du mouvement ouvrier". Et se lançant dans des amalgames aussi imbéciles que criminels d'ajouter pêle-mêle "les gens qui

"prétendent agir à la place des travailleurs "que ce soit les Brigades Rouges en exécutant un chef réformiste ou des nationalistes guadeloupéens en posant des bombes "dans un bar, ne combattent pas, eux, pour une "société plus libre (sic ! et un peu de social-impérialisme pour lier la sauce NDR). "Tous ceux qui veulent commander aux travailleurs leur avenir veulent peut-être le "pouvoir pour eux-mêmes, mais surtout pas "changer la société (1). Car les méthodes "qu'ils emploient sont foncièrement étrangères et néfastes au mouvement ouvrier. "Ce sont celles qu'employaient les fascistes "de Mussolini en Italie, ces "chemises noires", de sinistre mémoire". Bien sûr pas un mot des méthodes de l'opportunisme qui sont si "néfastes" et qui sont directement responsables à la fois du désarroi des travailleurs face aux offensives du Capital et du désespoir de militants écoeuvrés et ainsi plus réceptifs par réaction à la tentation d'actes isolés de terrorisme qui constituent il est vrai une impasse. Mais pire, Laguiller confond volontairement des actions violentes portant sur des cibles précises et correspondant au mieux à une vision romantique avec le recours à une violence aveugle destinée à favoriser le renforcement de l'ordre policier et militaire comme c'est le cas pour le fascisme.

De plus, Laguiller se pose en candidate (en attendant les élections législatives et présidentielles) au rôle de Jeanne d'Arc volant au secours de l'opportunisme: "alors, nous communistes révolutionnaires "nous ne sommes absolument pas d'accord "avec la politique de négociation d'un Maire ou d'un Bergeron. Il n'empêche. Si quel "qu'un touchait à l'un d'eux, nous serions "de ceux qui appelleraient immédiatement "à une grève générale de protestation".

Il est clair que le recours à des actions dites "terroristes" ne peut en aucune manière constituer en soi une solution auto-

matique. D'abord parce que de telles actions idéalisent la violence en détachant son utilisation d'un combat politique à caractère de masse, c'est-à-dire susceptible d'entraîner des couches sans cesse plus larges de travailleurs. Ensuite parce qu'elle conduit sans même égratigner les fondements de l'ordre capitaliste à une logique d'affrontement isolé avec les forces militaires et policières de l'Etat que les masses sont invitées à regarder passivement. Les actions terroristes ne doivent pas être confondues avec l'auto-défense active et la lutte violente et armée pour défendre ou conquérir des positions afin de poursuivre dans de meilleures conditions le combat contre l'exploitation capitaliste et la politique d'oppression et de répression menée par l'Etat. Il s'agit là de mener une action résolue s'articulant avec une stratégie politique clairement définie (dont elle est en quelque sorte le prolongement nécessaire et inévitable à un moment donné du rapport de force opposant les masses ouvrières au Capital) et reliée à une lutte à caractère de masse. De ce point de vue, il est vrai, les actions terroristes constituent une entrave et un frein. Mais le seul moyen d'éviter l'impasse qu'elles constituent n'est pas de se vautrer dans la soumission complète à la bourgeoisie et à ses lieutenants opportunistes infiltrés dans les rangs ouvriers pour reprendre la formulation de Lénine. Il réside au contraire dans la dénonciation de tous les aspects de la violence capitaliste, dans la dénonciation de la trahison active des intérêts immédiats et historiques du prolétariat menée par l'opportunisme, trahison qui inévitablement alimente les réactions désespérées et romantiques sur lesquelles s'appuie au départ les groupes "terroristes". Pour nous les attentats "terroristes" revendiqués par des groupes comme les BR doivent être prioritairement l'occasion d'une dénonciation politique de l'exploitation capitaliste et du

sabotage actif de l'opportunisme pour favoriser le détachement de couches ouvrières sans cesse croissantes par rapport à sa politique de collaboration politique toujours pacifiste et légaliste vis-à-vis de l'ordre bourgeois mais susceptible d'être violente contre des luttes ouvrières trop radicales. C'est la seule voie, quelqu'en soit le long-temps, pour tracer une ligne de lutte réellement indépendante et efficace au service de l'émancipation prolétarienne et pour avancer sans tomber dans tous les pièges catastrophiques qui se dressent. LO pour sa part a choisi d'aboyer en se couchant face à l'ordre de l'Etat capitaliste et impérialiste et de se comporter en roquet au service des chiens de garde du Capital. Les luttes prolétariennes ne pourront se développer qu'en rupture avec de telles attitudes en leur répondant: allez, couché, à la niche!

1) L'opportunisme politique et social lui-même, que l'on se rassure ne veut ni changer la société ni même le pouvoir pour lui-même mais pour ses maîtres impérialistes et capitalistes et n'a pas hésité quand il y allait des intérêts de l'Etat français à lancer comme slogan "à chacun son boche" ou à endosser la responsabilité du massacre par bombardement aérien des manifestants algériens de Sétif et de Constantine en 1945 qualifiés pour la circonstance de "fascistes néo-nazis".

ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF
Suisse: 20 FS
Paiement par chèque bancaire ou
chèque postal à l'ordre de:
VALENTINI - 7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG

